



Vatnik Soup en français @vatniksoup_fr

Jun 11, 2026 · 25 tweets · [vatniksoup_fr/status/2064977556953063438](https://twitter.com/vatniksoup_fr/status/2064977556953063438)

Dans la Soupe Vatnik d'aujourd'hui, nous présentons Vincent Bolloré, milliardaire et magnat des médias français. Il est surtout connu pour avoir bâti un puissant empire médiatique, et pour l'avoir mis au service de positions droitistes et de la propagande du Kremlin.

1/25



Né en 1952 à Boulogne-Billancourt dans une famille d'industriels, Vincent étudie le droit à l'université Paris-Nanterre. Il reprend l'entreprise familiale et en fait un conglomérat tentaculaire allant des infrastructures portuaires aux médias en passant par la pub et le cinéma.

2/25





L'empire logistique africain de Bolloré a fait l'objet d'une longue enquête pour corruption. Les poursuites visant Vincent Bolloré personnellement sont toujours en cours, avec un procès prévu en décembre, après le refus d'un juge d'homologuer un accord de plaider-coupable.

ACTUALITÉS

Vincent Bolloré a été placé en garde à vue

24 AVRIL 2018



CHESNOT/GETTY IMAGES

Selon *Le Monde*, Vincent Bolloré, président du groupe Bolloré et patron de Vivendi aurait été placé en garde à vue ce mardi 24 avril dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour « corruption d'agents publics étrangers ». Le milliardaire se trouve actuellement dans les locaux de la police judiciaire à Nanterre.

Vincent Bolloré aurait, selon les soupçons, facilité l'accès au pouvoir de plusieurs dirigeants africains. Pour ce faire, il aurait sous-facturé des missions de conseil et de communication, dans le but d'obtenir des concessions portuaires. Il n'est d'ailleurs pas le seul en garde à vue, puisque d'autres dirigeants du groupe Havas sont entendus par la police judiciaire.

Vincent Bolloré doit être jugé en décembre à Paris dans « l'affaire des ports africains »

LES AVOCATS PROTESTENT · Vincent Bolloré doit être jugé du 7 au 17 décembre 2026 devant le tribunal correctionnel de Paris pour corruption d'agent public étranger et complicité d'abus de confiance dans l'affaire dite des « ports africains »

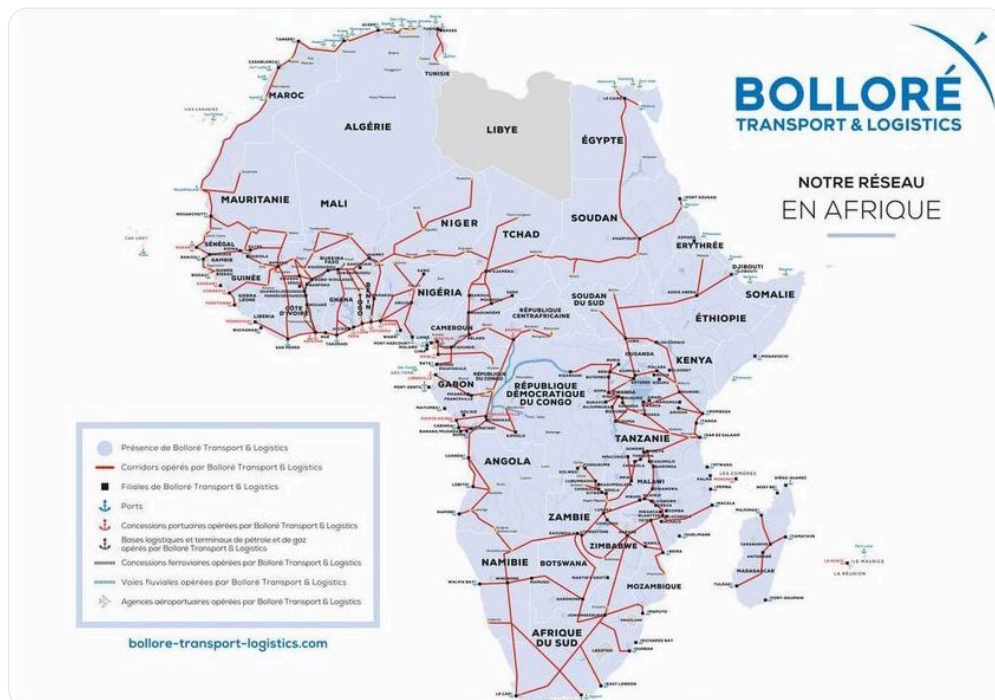


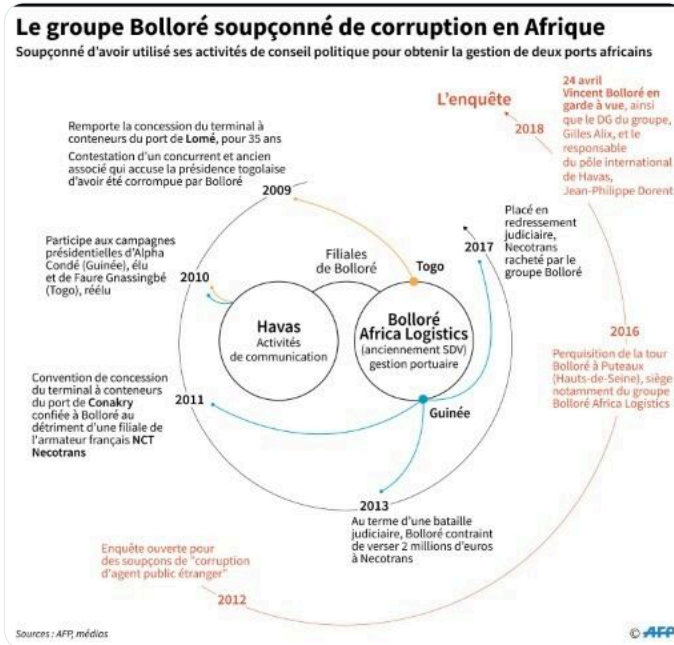
Vincent Bolloré devant la commission d'enquête parlementaire sur les procédures d'octroi des autorisations des services de télévision nationale à l'Assemblée nationale à Paris, en 2024. - J. Witt/SIPA



20 Minutes avec AFP

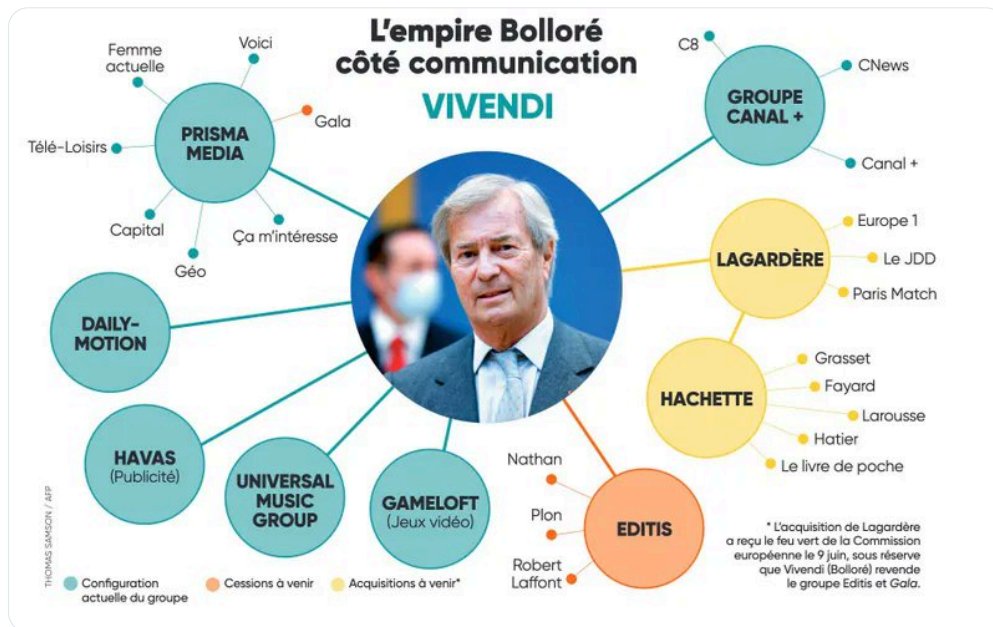
Publié le 19/03/2026 à 16h34 • Mis à jour le 19/03/2026 à 17h28





Par ses acquisitions agressives, Bolloré a pris le contrôle de Vivendi, s'octroyant ainsi un contrôle sur de nombreux médias, dont Canal+, CNews, Europe 1 ou encore l'éditeur Editis puis Hachette. Sa fortune est aujourd'hui estimée à environ 9,5 milliards d'euros.

4/25



L'expansion de son empire médiatique ne s'est pas faite sans heurts. Plus de 600 personnalités du monde du film français, rejointes par des stars internationales allant de Juliette Binoche à Javier Bardem, ont signé une lettre ouverte mettant en garde contre son contrôle croissant sur le cinéma.

5/25

Tribune anti-Bolloré : Catherine Pégard, la ministre de la culture, regrette une réponse « disproportionnée » de la part du patron de Canal+, Maxime Saada

En plein Festival de Cannes, le dirigeant avait annoncé boycotter tous les signataires d'un texte dénonçant l'emprise de l'extrême droite et du chef d'entreprise sur le monde du cinéma, publié dans « Libération ».

Le Monde avec AFP

Publié le 19 mai 2026 à 16h23, modifié le 19 mai 2026 à 17h56 · Lecture 1 min.



La ministre de la culture française, Catherine Pégard, à l'Assemblée nationale, à Paris, le 19 mai 2026. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

En réaction aux menaces de la direction de Canal+ envers les 600 professionnels du cinéma français signataires d'une tribune dénonçant l'emprise de Vincent Bolloré sur leur milieu, la ministre de la culture, Catherine Pégard, a affirmé, mardi 19 mai, regretter la réponse « disproportionnée » du patron de l'entreprise, Maxime Saada. En plein Festival de Cannes, ce dernier avait en effet annoncé boycotter tous les signataires du texte.

Lire aussi | [Canal+ : après la menace d'une « liste noire », vives tensions dans le milieu du cinéma](#)

« La place majeure de cette entreprise dans le cinéma lui donne une voix qui compte. Je regrette que la réponse, disproportionnée à tout le moins, apportée aux inquiétudes bien réelles qui se sont exprimées, les avive », a développé la ministre lors de la session des questions au gouvernement, en réponse à une déclaration de la députée de La France insoumise, Sarah Legrain.

Javier Bardem, Mark Ruffalo and Ken Loach Join Petition Against Vincent Bolloré

By Elsa Keslassy ▾



Getty

A wave of international stars including Javier Bardem, Mark Ruffalo and Ken Loach have joined the petition warning against what signatories describe as the “far-right grip” tightening around the industry through Canal+ and its billionaire shareholder.

Originally launched ahead of Cannes by roughly 600 French film professionals, the petition has ballooned to more than 3,500 signatures in the wake of comments made by Canal+ CEO Maxime Saada during the festival. Speaking at a producers’ lunch last weekend, Saada said he no longer wished to work with artists who signed the petition, declaring: “I don’t want to work with people who call me a crypto-fascist.”

The petition, spearheaded by the collective “Zapper Bolloré,” criticizes Bolloré’s expanding footprint in French media and entertainment, including Canal+’s planned acquisition of a 34% stake in cinema giant UGC. Signatories argue that the consolidation risks concentrating unprecedented influence over film financing, distribution and exhibition in the hands of a conservative media empire increasingly associated with right-wing editorial politics in the run up to the next presidential election in 2027.

The dispute around Canal+ has become one of the festival’s defining off-screen dramas. *Le Monde* reported that more than half of recent French films involved professionals who have now signed the petition.

L’influence de Bolloré s’est aussi étendue à la radio avec Europe 1, où la ligne éditoriale et la direction ont été profondément remaniées. Une autre levée de boucliers majeure a eu lieu aux éditions Grasset, où plus de 200 auteurs sont partis ou ont refusé de futures publications après des changements de direction imposés par Bolloré.

ÉCONOMIE • MÉDIAS

Des salariés d'Europe 1 manifestent contre « l'emprise croissante de Vincent Bolloré dans les médias »

Les journalistes de la station s'inquiètent des « synergies » mises en place entre la radio et CNews, chaîne de télévision spécialisée dans le commentariat plutôt que dans l'information.

Le Monde avec AFP

Publié le 30 juin 2021 à 16h15, modifié le 01 juillet 2021 à 08h07 · Lecture 2 min.



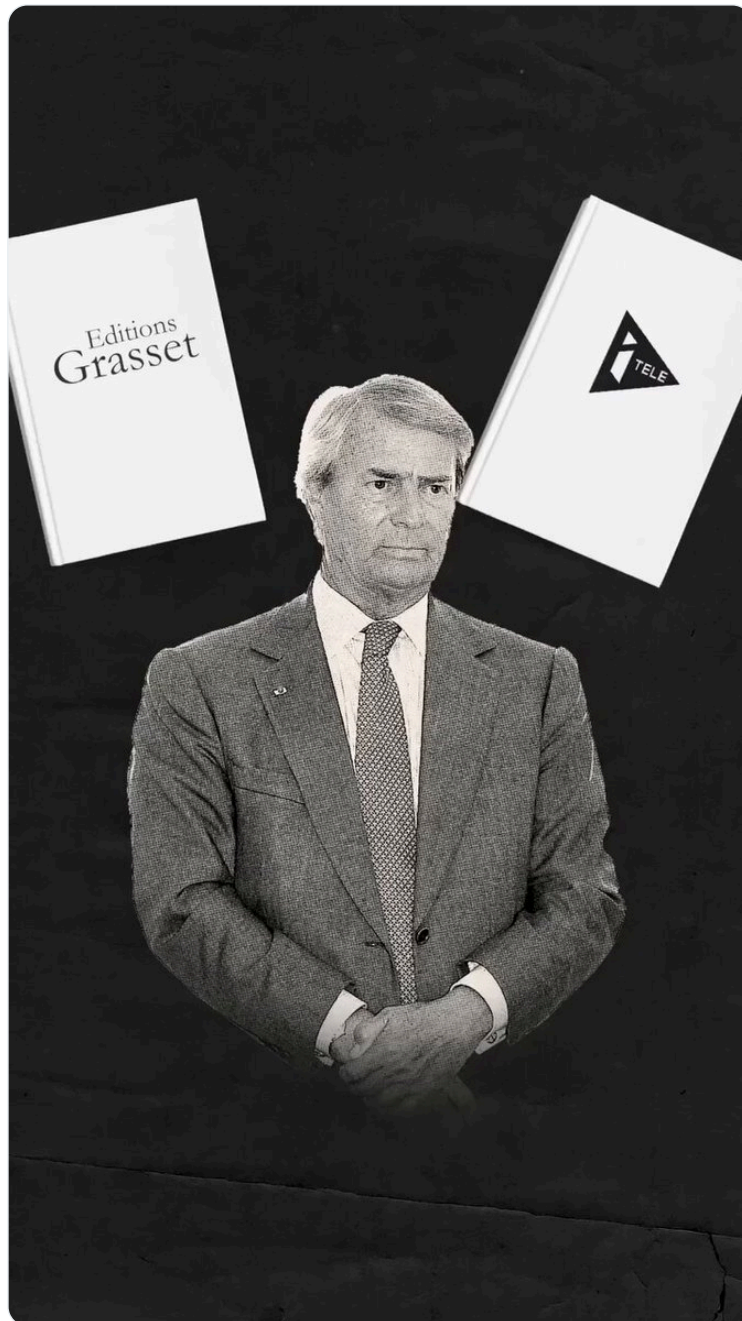
Des salariés d'Europe 1 manifestent contre « l'emprise croissante de Vincent Bolloré dans les médias », le 30 juin 2021, à Paris. ALAIN JOCARD / AFP

Actuelles ou anciennes voix de la station, confrères d'autres médias, syndicalistes, défenseurs de la liberté de la presse... Tous ont répondu à l'appel de l'intersyndicale (SNJ-CGT - CFTC - FO) et de la société des rédacteurs d'Europe 1 à manifester devant les locaux de la radio, mercredi 30 juin. Quelque 150 personnes, pour la plupart journalistes, ont ainsi dénoncé « l'emprise croissante de Vincent Bolloré dans les médias » et fait part de leurs craintes de voir leur radio se transformer en un « média d'opinion » du fait du rapprochement annoncé avec CNews, contrôlée par le magnat breton.

Ce rassemblement était organisé alors que se tenait l'assemblée générale des actionnaires de Lagardère. Celle-ci a entériné la transformation du groupe en société anonyme, mettant fin au pouvoir absolu d'Arnaud Lagardère au profit de son premier actionnaire, Vincent Bolloré. Le milliardaire contrôle Vivendi et sa filiale Canal+, maison mère de CNews.

Lire aussi l'éditorial : [Europe 1 et le spectre du média d'opinion](#) 

Préférer l'« information à la controverse »



<https://twitter.com/i/web/status/2064977602289238035>

Sa chaîne de télévision C8 a fait l'objet de nombreuses controverses ; elle a notamment écopé d'une amende de 3,5 millions d'euros et a été mise en demeure de respecter les règles relatives à l'indépendance éditoriale après qu'un invité a été insulté par le présentateur et empêché de critiquer Bolloré.

En France, la lutte s'organise contre les appétits médiatiques du milliardaire Vincent Bolloré

Monde

Modifié le 26 juillet 2023 à 15:58



Le JDD en grève contre les appétits médiatiques du milliardaire Vincent Bolloré / Tout un monde / 7 min. / le 26 juillet 2023

En France, le Journal du dimanche (JDD) n'a plus paru depuis un mois. Ses journalistes sont en grève depuis la nomination à la tête de leur rédaction du journaliste d'extrême-droite Geoffroy Lejeune. Plus largement, cette grève s'inscrit dans la lutte contre la concentration des médias.

Seul hebdomadaire dominical d'informations généralistes d'ampleur nationale, le JDD est un journal emblématique en France, édité depuis 1948. Il fait partie - au même titre que le magazine Paris Match ou la radio Europe 1 - de la filiale médiatique du groupe Lagardère, contrôlé depuis 2020 par le milliardaire Vincent Bolloré.

Depuis 33 jours, ses journalistes protestent contre l'arrivée de Geoffroy Lejeune, ancien rédacteur en chef du magazine Valeurs Actuelles et proche d'Eric Zemmour. Sous sa direction, l'hebdomadaire d'extrême-droite a notamment été condamné pour injure publique à caractère raciste envers la députée Danièle Obono (La France Insoumise).

ÉCONOMIE • LIVRES

Grasset : l'intégralité de la lettre de départ et la liste des auteurs signataires qui quittent la maison d'édition

Dans une lettre ouverte publiée mercredi 15 avril, à minuit, plus de 130 écrivains, dont Virginie Despentes, Frédéric Beigbeder, Bernard-Henri Lévy ou Vanessa Springora, ont annoncé leur départ de chez l'éditeur contrôlé par le groupe de Vincent Bolloré pour dénoncer le limogeage de son président, Olivier Nora.

Le Monde

Publié le 16 avril 2026 à 07h50, modifié le 16 avril 2026 à 12h57 ·  Lecture 2 min. · [Read in English](#)

Voici le verbatim de la lettre ouverte signée, mercredi 15 avril au soir, par plus d'une centaine d'auteurs qui annoncent leur décision de quitter les éditions Grasset pour dénoncer le « licenciement » de son PDG, Olivier Nora.

Nous sommes publiés par Olivier Nora depuis vingt-six ans. Les éditions Grasset étaient notre maison, particulière, car s'y côtoyaient pacifiquement des autrices et des auteurs qui n'étaient pas d'accord sur grand-chose. Olivier Nora en a été le rempart et le ciment par son élégance morale, sa disponibilité, et son engagement.

Son licenciement est une atteinte inacceptable à l'indépendance éditoriale et à la liberté de création. Une fois de plus, Vincent Bolloré dit « je suis chez moi et je fais ce que je veux », au mépris de celles et ceux qui publient, de celles et ceux qui accompagnent, éditent, corrigent, fabriquent, diffusent, distribuent nos livres. Et au mépris de celles et ceux qui nous lisent.

Nous ne voulons pas que nos idées, notre travail, soient sa propriété. Aujourd'hui, nous avons un point commun : nous refusons d'être les otages d'une guerre idéologique visant à imposer l'autoritarisme partout dans la culture et les médias. Nous sommes pleinement solidaires des équipes, des autrices et des auteurs qui ne peuvent encore se prononcer.

Nous sommes des auteurs Grasset, nous avons publié chez Grasset, ou nous avons un livre qui va sortir chez Grasset, mais nous ne signerons pas notre prochain livre chez Grasset.

📄 **Liste des premiers signataires arrêtée jeudi 16 avril, à 12 h 50 :**

📄 Eliette Abécassis, Laure Adler, François-Xavier Albouy, Metin Arditi, Claude Arnaud, Claude Askolovitch, Michka Assayas, Lila Azam Zanganeh, Elisabeth Barillé, Jean-Luc Barré, Frédéric Beigbeder, Anne Berest, Jean-Marc Berthon, Laurent Binet, Maitena Biraben, Evelyne Bloch-Dano, Adelaïde Bon, Dominique Bona, Julie Bonnie, Hugo Boris, Pierre Briançon, Geneviève Brisac, Elvire de Brissac,

Les plus lus

- 1 De Neuilly à la frontière suisse, ces 20 villes où se concentrent les Français aisés
- 2 El Niño est à nos portes et l'ONU appelle à se préparer à cet accélérateur du dérèglement climatique
- 3 Vladimir Poutine essuie une série de revers qui alimentent le mécontentement en Russie et les doutes sur sa stratégie en Ukraine

Édition du jour

Daté du mercredi 3 juin


[Lire le journal numérique](#)



Communiqué de presse

Jeudi 09 février 2023

Décisions de l'Arcom relatives à l'émission « Touche pas à mon poste » du 10 novembre 2022

Au terme de la procédure engagée à la suite de propos tenus au cours de l'émission « *Touche pas à mon poste* » diffusée le 10 novembre 2022, l'Arcom a prononcé ce jour **une sanction d'un montant de 3,5 millions d'euros à l'encontre de la chaîne C8.**

L'Arcom a en effet estimé que ces propos ont porté atteinte aux droits de l'invité, au respect de son honneur et de sa réputation, en méconnaissance des stipulations de l'article 2-3-4 de la convention du service. Elle a également considéré que cette séquence traduisait une méconnaissance par l'éditeur de son obligation de maîtrise de son antenne, inscrite à l'article 2-2-1 de sa convention.

Par ailleurs, l'Arcom a adopté une seconde décision, par laquelle elle a **mis en demeure la chaîne de se conformer à l'avenir aux stipulations de l'article 2-3-8 de sa convention relatives à l'honnêteté et à l'indépendance de l'information** et des programmes qui y concourent.

Elle a en effet considéré que l'invité avait été explicitement empêché d'exprimer en plateau un point de vue critique à l'égard d'un actionnaire du Groupe Canal +, auquel appartient le service de télévision C8 et que, par suite, l'émission n'avait pas été réalisée dans des conditions qui garantissent l'indépendance de l'information.

Sur l'émission « Touche pas à mon poste » du 10 novembre 2022

4. Il ressort du compte rendu de visionnage de l'émission « *Touche pas à mon poste* » diffusée sur C8 le 10 novembre 2022 qu'un invité, député, ancien chroniqueur de l'émission, était convié à intervenir sur le sujet de l'accueil de migrants à bord d'un navire humanitaire. Alors qu'il commençait de s'exprimer sur la thématique de l'inégale répartition des richesses et, à ce titre, sur les activités en Afrique d'un actionnaire de la chaîne, il a été interrompu par le présentateur de l'émission qui s'est, entre autres, exclamé : « *Tu sais que tu es dans le groupe Canal ici. Tu veux parler du groupe Bolloré. Tu sais que tu es dans le groupe Bolloré ici. [...] Qu'est-ce-que tu viens foutre ici ? Qu'est-ce-que tu viens foutre ici alors ? Qu'est-ce-que tu viens foutre ici alors ? [...].* ». Interrogé par l'invité sur l'impossibilité qu'il avait à émettre des critiques envers un actionnaire de la chaîne, le présentateur, ainsi que certains chroniqueurs de l'émission, ont ensuite adopté un comportement agressif à son encontre et tenu des propos injurieux. Au cours de cette séquence de plus de neuf minutes, le présentateur a notamment tenu les propos suivants : « *Je ne sais même pas de quoi tu parles [...], on est pas venu pour ça. [...]. Pourquoi t'es venu, alors ? Pourquoi tu viens ? [...]. Pourquoi t'as pris de l'argent quand on t'a pris chroniqueur ? Pourquoi t'es venu ? [...]. Ça te dérangeait pas de prendre de l'argent quand tu étais ici [...]. On ne sait même pas de quoi tu parles. [...]. Moi, je ne crache pas dans la main qui me nourrit et toi tu ne devrais pas cracher sur la main qui t'a nourri. [...]* ».

5. Ainsi, l'invité a été explicitement empêché d'exprimer en plateau un point de vue critique à l'égard d'un actionnaire du Groupe Canal +, auquel appartient le service de télévision C8. Par suite, l'émission n'a pas été réalisée dans des conditions qui garantissent l'indépendance de l'information à l'égard des intérêts économiques d'un de ses actionnaires.

6. Cette situation caractérise un manquement de l'éditeur aux stipulations précitées de l'article 2-3-8 de sa convention et aux dispositions précitées de l'article 4 de la délibération du 18 avril 2018, auxquelles il renvoie.

7. Il résulte de ce qui précède qu'il y a lieu de mettre en demeure la société C8 de se conformer, à l'avenir, aux stipulations précitées de l'article 2-3-8 de la convention du 29 mai 2019 ainsi qu'aux dispositions précitées de l'article 4 de la délibération n° 2018-11 du 18 avril 2018 du Conseil supérieur de l'audiovisuel relative à l'honnêteté et à l'indépendance de l'information et des programmes qui y concourent.

Après en avoir délibéré,

Décide :

Art. 1er . – La société C8 est mise en demeure de se conformer à l'avenir, en ce qui concerne le service de télévision « C8 », aux stipulations précitées de l'article 2-3-8 de la convention du 29 mai 2019 ainsi qu'aux dispositions précitées de l'article 4 de la délibération n° 2018-11 du 18 avril 2018 du Conseil supérieur de l'audiovisuel relative à l'honnêteté et à l'indépendance de l'information et des programmes qui y concourent.

Art. 2. – La présente décision sera notifiée à la société C8 et publiée au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris,

le 9 février 2023.

Pour l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique

Bolloré a souvent été accusé d'influencer directement les décisions éditoriales. L'un des virages les plus flagrants a eu lieu à CNews, qui est passée à une programmation très axée sur le commentaire d'opinion, devenant une chaîne partisane de droite à la Fox News.

« Ça tourne à vide » : pourquoi les audiences de CNews s'essouffent

Dépassée par BFMTV et LCI en avril, la chaîne info du groupe Canal + traverse actuellement une zone de turbulences. En cause notamment, la couverture de la guerre en Iran.

Par Benjamin Meffre et Benoit Daragon

Le 20 avril 2026 à 06h30



Les téléspectateurs ont délaissé CNews au profit d'autres chaînes (BFMTV et LCI) pour mieux s'informer sur la crise au Moyen-Orient, notamment. (Illustration) Sipa/Romain Doucelin

« La qualité a beaucoup baissé. » Adrien avait l'habitude d'allumer CNews, notamment [le soir pour Pascal Praud](#). Ce que ce jeune avocat parisien qui se revendique « de droite » ne fait plus que très rarement. « Ils ne font plus du journalisme. Les intervenants ne révèlent aucune info et se contentent de donner leur opinion, toujours la même. Le succès leur est monté à la tête, ils se sont enfermés dans leurs certitudes. BFMTV se prend moins en sérieux », assène-t-il.

Adrien ne semble pas être un cas isolé. Ces derniers mois, [les audiences de la chaîne du groupe Canal ont fondu](#). CNews - dont la direction n'a pas souhaité répondre à nos questions - est ainsi passée de 4 % de part d'audience en octobre à seulement 2,7 % en avril (*Jusqu'au 18 avril*). Leader incontestée des chaînes info depuis 14 mois, [le canal 14 a dû céder sa couronne à BFMTV en mars](#). Pire, elle est pour l'instant rétrogradée à la troisième place en avril, aussi doublée par LCI. Un affront.

French regulator to look into CNews channel after 'opinion media' allegation

Court orders regulator to examine balance and independence of CNews, described by critics as 'French Fox News'



CNews has seen viewing figures soar with a mix of rowdy debate shows often focusing on issues such as immigration and crime. Photograph: Sarah Meyssonnier/Reuters

Kim Willsher in Paris

Tue 13 Feb 2024 17:38 CET

France's highest administrative court has given the country's media regulator six months to examine whether the television channel CNews is conforming to rules on balanced and independent journalism.

Tuesday's ruling was a victory for the press freedom organisation Reporters sans Frontières (RSF), which had asked the state council to overturn the regulator Arcom's refusal to investigate the channel, described by critics as the "French Fox News".

RSF accused CNews of having become "opinion media" and referred its complaint to the court after it said Arcom had ignored repeated calls for it to remind the news channel of its obligation to ensure the "honesty, independence and pluralism" of its coverage.

CNews, which is part of the Canal+ group owned by the billionaire industrialist Vincent Bolloré, has seen viewing figures soar with a mix of rowdy debate shows often focusing on issues such as immigration and crime.

France's system of TV regulation means that all channels must give equal airtime to figures from different political parties in electoral periods.



CNEWS @CNEWS · 19h



«L'Europe n'est pas neutre dans ces négociations», estime la journaliste Xenia Fedorova à propos de la guerre en Ukraine, dans #LHeureInter

Toute l'info est à retrouver sur [cnews.fr](https://www.cnews.fr)



153

140

474

36 k

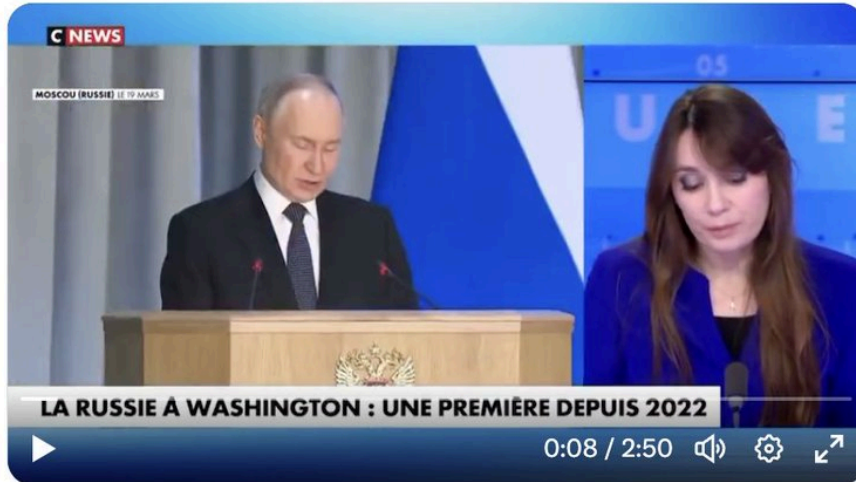




Xenia Fedorova @xfedorova · 4 avr.

Faire pression sur la Russie ne l'amènera pas à accepter un accord dépourvu de conditions garantissant une paix durable ou la protection des populations russophones aujourd'hui victimes de discrimination.

#LHeureInter @CNEWS



 Des lecteurs ont ajouté un contexte qu'ils jugent utile pour les utilisateurs.

Le narratif des “russophones discriminés” est une invention de la propagande du Kremlin qui n'est pas avérée.

challenges.fr/societe/en-ukr...

euvdisinfo.eu/report/ukraine...

Fedorova est une propagandiste et agent d'influence rémunérée par le Kremlin, ancienne présidente de Russia Today France, chaîne maintenant interdite.

fr.wikipedia.org/wiki/Xenia_Fed...

lemonde.fr/idees/article/...

larevuedesmedias.ina.fr/rt-russia-toda...

Ses défenseurs ont soutenu qu'elle couvre désormais des sujets comme l'immigration, l'insécurité et l'extrémisme islamiste, auparavant minimisés, tandis que ses détracteurs l'accusent de sensationnalisme, de populisme et de promouvoir un discours d'extrême droite.

Faits divers, immigration : les idées d'extrême droite se diffusent dans les médias et l'opinion

Les théoriciens du « combat culturel » mené par les sphères identitaires ne cachent plus leur satisfaction de voir leurs thèmes et leurs soutiens essaimer dans le groupe Bolloré, mais aussi en dehors, renforçant leur exposition.

Par Clément Guillou et Aude Dassonville

Publié le 21 janvier 2024 à 05h30, modifié le 13 février 2024 à 15h50 -  Lecture 7 min.

[Read in English](#)



Le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, dans l'émission « Le Grand Rendez-Vous » sur Europe 1 et CNews, le 22 octobre 2023. CAPTURE D'ÉCRAN / CNEWS

Le 15 décembre 2023, une partie du paysage médiatique français s'est passionnée pour une agression survenue deux mois plus tôt, à Lyon : le passage à tabac d'une adolescente par deux jeunes filles du même âge. Pourquoi ce soudain intérêt national, dans un pays qui recense, bon an mal an, 2 000 victimes de violences physiques chaque jour ?

Pour comprendre, il faut retracer le parcours de la vidéo et ajouter cette circonstance : l'agresseuse portait un hidjab. La veille, un compte X spécialisé dans les vidéos violentes publie les images de l'agression. La scène est reprise par un compte phare de la fachosphère, Fdesouche, et par une chaîne Telegram de l'extrême droite radicale. CNews, sur son site Internet, est le premier média à l'évoquer, le soir même.

Reporters sans frontières (RSF) a passé au peigne fin les programmes et émissions des chaînes d'information en continu, au cours du mois de mars 2025, au regard des nouveaux critères de mesure du pluralisme à l'antenne établis par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom). Les résultats de notre enquête sont sans appel : s'il existe ici et là quelques déséquilibres, seule CNews s'éloigne de manière flagrante et systématique du cadre imposé depuis juillet 2024. La chaîne privée va jusqu'à narguer le gendarme de l'audiovisuel en affichant un bandeau proclamant le respect de ces règles, pourtant largement foulées au pied sur le mois étudié.

En mars 2025, le bandeau d'information le plus diffusé à l'antenne de CNews affiche : "Conformément à la loi, CNews respecte le pluralisme et le temps de parole." Pour voir cette proclamation de vertu à l'écran, il faut être insomniaque. La chaîne du groupe Canal+, propriété du milliardaire Vincent Bolloré, la diffuse largement la nuit. Un pied de nez au régulateur tant la chaîne apparaît comme celle qui s'éloigne le plus des règles établies en la matière comme le révèle notre enquête.

"Rattrapages nocturnes des temps de parole, traitement univoque des sujets controversés, couverture abondante d'une poignée de sujets... L'enquête comparative menée par RSF sur l'ensemble des chaînes françaises d'information en continu permet de porter un regard le plus objectif possible, sur la base de chiffres clairs et d'une méthodologie transparente, sur le respect du pluralisme. Elle montre de manière incontestable que CNews est la seule chaîne à s'éloigner autant des critères établis par l'Arcom pour faire respecter le pluralisme à l'antenne. Ce grand contournement de la loi et des règles fixées s'opère en toute impunité."

Arnaud Froger
Responsable du bureau investigation de RSF



CNEWS @CNEWS · 6 févr.

Alors que Volodymyr Zelensky s'est dit «prêt» à négocier avec Vladimir Poutine, Xenia Fedorova affirme que «ce conflit aurait pu se terminer en 2022. Mais l'administration Biden voulait que l'Ukraine continue la guerre» dans [#LHeureInter](#).

Visitez [cnews.fr](#)

MOSCOU (RUSSIE) Hier

XENIA FEDOROVA JOURNALISTE

V. ZELENSKY PRÊT À NÉGOCIER AVEC V. POUTINE

0:01 / 1:29

CNEWS @CNEWS

Show translation

Guerre en Ukraine : «La vraie solution serait qu'il y ait des élections, que Volodymyr Zelensky soit battu, et que le nouveau président négocie avec la Russie», estime Alain Juillet, dans #LHeureInter

Toute l'info est à retrouver sur [cnews.fr](https://www.cnews.fr)



ALAIN JULLET ANCIEN DIRECTEUR DU RENSEIGNEMENT AU SEIN DE LA DGSE

UKRAINE : FIN DE LA TRÊVE, REPRISE DES FRAPPES

0:11 / 2:23

4:46 PM · May 17, 2026 · 240.1K Views

À propos : Bolloré a aussi racheté l'institut de sondage CSA – pratique pour influencer les questions posées. Officiellement affilié à aucun parti, se décrivant simplement comme démocrate chrétien, Bolloré a encouragé la convergence entre la droite et l'extrême droite...



Sondages, l'autre arme de Bolloré pour influencer l'opinion

« Sondage : 68 % des Français pensent qu'il existe un lien entre insécurité et immigration ». Voici un gros titre, le 2 juin, sur les sites du *Journal du dimanche* et de CNews. Depuis l'été 2023, les trois médias du groupe Bolloré – CNews, Europe 1 et le *Journal du dimanche* – utilisent régulièrement les sondages. Ils sont communiqués pratiquement chaque semaine sur les sites de CNews et du *JDD* (près de 80 traités en un an pour le premier, plus de 50 pour le second). Construits à partir d'un échantillon de 1 000 personnes interrogées, ils sont présentés de façon à servir la ligne éditoriale très droitière des médias, en rebondissant principalement sur des faits d'actualité.

« *Ils sont parfois livrés en moins de 48 heures par le CSA* », glisse un journaliste membre du groupe. **Le hic, c'est que cet institut CSA est une autre entité de la galaxie Bolloré**, depuis 2008. À sa tête, on retrouve Yves Del Frate – fils spirituel de Jacques Séguéla –, homme fidèle de la nébuleuse Bolloré. Un lien d'intérêt qui n'est jamais précisé aux lecteurs et auditeurs. « *Un des effets principaux que produisent les sondages, c'est d'imposer aux gens des questions idiotes ou des questions qui n'intéressent que ceux qui les posent* », analysait **Pierre Bourdieu** (*Antenne 2*, 16 janvier 1986). La sphère du milliardaire l'a bien compris en exploitant les enquêtes d'opinion pour imposer ses thèmes. « *On prend les données brutes du sondage, avant de les mettre en contexte. L'instruction donnée, c'est de mettre en avant ce qui peut arranger le média* », admet un journaliste du groupe.

Les résultats sont traités dans un premier temps du côté de la chaîne CNews ou de l'antenne d'Europe 1, puis déclinés pour le web. Ainsi, au moment où des révoltes éclatent en Nouvelle-Calédonie au mois de mai dernier, CNews, Europe 1 et le *JDD* relaient le 17 mai que « *57 % des Français estiment qu'un racisme anti-blancs s'exprime dans les émeutes en Nouvelle-Calédonie* ». Et ça marche : « *Ce sont souvent des articles qui se retrouvent dans le top des papiers les plus lus, avec des centaines de milliers de vues* », souligne le journaliste. Une manière de faire infuser, doucement mais sûrement, leurs idées.

Mehdi Magueur

Illustration : Lasserpe

Paru dans *La Brèche* n° 9 (août-octobre 2024)



La mécanique est parfaitement huilée entre les étages du grand immeuble de verre qui abrite, au 2 rue des Cévennes à Paris, les médias du groupe de Vincent Bolloré. A six heures du matin tapantes, deux à trois fois par semaine, les rédactions du JDD (6^{ème}), Cnews (2^{ème}) et Europe 1 (3^{ème}) publient simultanément les résultats d'un sondage d'actualité faisant largement écho aux obsessions de l'extrême droite contre l'immigration, l'insécurité, le laxisme judiciaire ou l'Islam. Pour le seul mois d'avril, dix enquêtes d'opinion ont été diffusées sur le web, les antennes radios et télévisions du groupe, accompagnées de titres tapageurs : « 85% des français soutiennent la construction de nouveaux établissements pénitentiaires », « un français sur deux estime qu'il y a trop de fonctionnaires », « 61% des français veulent restreindre le droit d'asile », « 88% des français souhaitent l'interdiction des frères musulmans. »

POLITIQUE

Islam radical : sept Français sur dix ne font pas confiance à Emmanuel Macron

Selon un sondage CSA pour CNews, le JDD et Europe 1, 71 % des Français ne font pas confiance à Emmanuel Macron pour lutter contre l'islam radical. Un désaveu cinglant au moment où le président réclame de nouvelles mesures face à la menace des Frères musulmans.

Jules Torres
24/05/2025 à 14:55



La frénésie sondagière, une maladie très rentable au sein de l'écosystème Bolloré
Images JDD, Europe 1 et Cnews



OPINION
GUEST ESSAY

The Man at the Center of the French Election Isn't Even on the Ballot

April 7, 2022



Mario Fourmy/Redux

By Harrison Stetler

Mr. Stetler is a journalist who writes about French politics.

[Leer en español](#)

PARIS — Like the rest of Europe, France is gripped by the war in Ukraine. Days from the first round of the presidential election here, the incumbent, Emmanuel Macron, hopes to prevail with what was, for much of the last two months, a muted campaign in which he posed as a steady hand in a time of global instability.

But for all the talk of a united West, the truth is that a noxious blend of oligarchy, nostalgia and bellicose nationalism is ever more ubiquitous on this side of the new Iron Curtain. In France, it is led by a buoyant and confident new right, represented in this election by Marine Le Pen, the leader of the far-right National Rally; Valérie Pécresse of the ostensibly moderate Republicans; and Éric Zemmour, the pugilistic proto-fascist commentator turned candidate.

How Bolloré, the 'French Murdoch', carried Le Pen's far right to the brink of power

FRENCH LEGISLATIVE ELECTIONS ■ FRANCE

French tycoon Vincent Bolloré has put his sprawling media empire at the service of the country's nationalist right, precipitating a rightward shift in French politics. Pulling strings from behind the scenes in the manner of Rupert Murdoch, the billionaire corporate raider has orchestrated an alliance of bitter right-wing rivals in the run-up to Sunday's legislative elections, bolstering the far-right National Rally's chances of victory.

Issued on: 27/06/2024 - 19:43

🕒 9 min

By: [Benjamin DODMAN](#)



Since 2022, French tycoon Vincent Bolloré has twice been grilled by lawmakers investigating concentration in the media. © Thibault Camus, AP

When conservative leader [Eric Ciotti](#) plotted his startling alliance with [Marine Le Pen](#), shattering decades of Gaullist tradition, the head of Les Républicains (LR) consulted none of his senior party colleagues – not even [Nicolas Sarkozy](#), the last of his political family to serve as French president.

Instead, the morning after President [Emmanuel Macron](#) called a snap election on June 9, Ciotti paid a visit to Bolloré, the billionaire corporate raider who has built a sprawling media empire precisely to engineer such an alliance.

The purpose of the visit, [revealed](#) by French daily Le Monde, was to “orchestrate Ciotti’s rallying behind the National Rally (RN)” – and to prepare for the backlash it was certain to provoke.

... notamment une alliance entre Les Républicains et le RN pour les élections législatives de 2024. Bolloré est aussi un ami de longue date de Nicolas Sarkozy, qui a défendu Poutine. Leur relation a suscité des critiques après les vacances de Sarkozy sur le yacht de Bolloré en 2007.

'Shameful' Nicolas Sarkozy under fire for defending Putin

Former French president criticises EU and US support for Ukraine in his latest memoirs



📷 Nicolas Sarkozy has been accused of being a 'Kremlin influencer' over his friendship with Vladimir Putin. Photograph: Sasha Mordovets/Getty Images

Kim Willsher in Paris

Sat 19 Aug 2023 18:34 CEST

More than a decade after he left the Élysée presidential palace after one term in office [Nicolas Sarkozy](#) is, once again, making political waves in France and abroad.

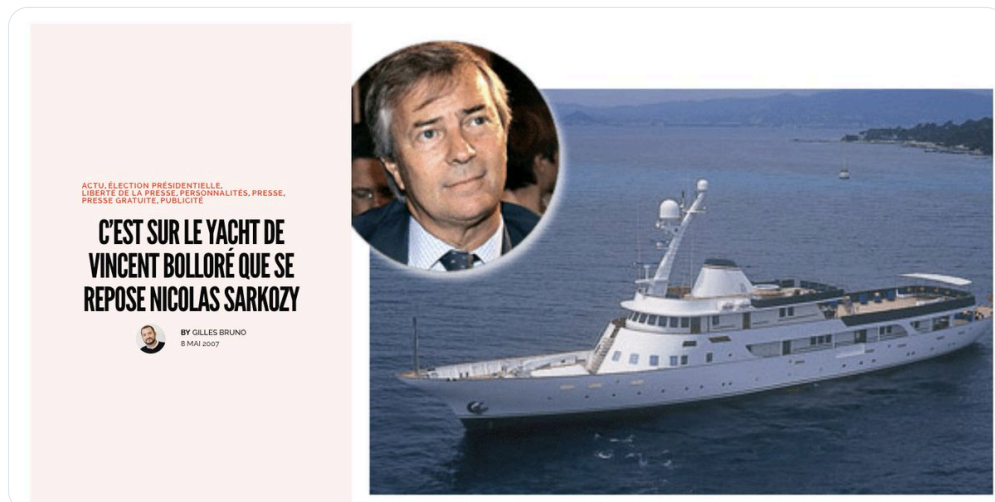
The former French president's publishers brought forward the release of his second volume of memoirs, *Le Temps des Combats* (The Time of Battles), today after an international row erupted over his comments on [Russia and Ukraine](#).

Sarkozy, who said he was leaving politics in 2012, still holds political sway in France, where he has set himself up as a kingmaker to the conservative Les Republicains party for the 2027 presidential election, anointing the interior minister [Gérald Darmanin](#) as his preferred candidate.

[In an interview](#) to promote the 560-page book last week, Sarkozy defended Vladimir Putin and called for Ukraine to accept the Russian occupation of Crimea and other disputed territory. He also insisted Ukraine should not be allowed to join Nato or the European Union and should remain "neutral" to appease Russia's fears of being surrounded by "hostile neighbours".

In an advance copy obtained by the *Observer*, Sarkozy goes further, describing both sides of the conflict sparked by Russia's invasion of [Ukraine](#) as "belligerents" and criticising EU and US support of Kyiv.

"It is said we are fighting a war against [Russia](#) without fighting it. Clearly we are not engaged on the ground, but we are delivering weapons to one of the belligerents," he writes. "Russia will remain our neighbour whether we like it or not. We must find ways and means to re-establish neighbourly, or at least calmer, relations."



Brouillant allègrement les limites entre journalisme et militantisme politique, les médias Bolloré ont de plus en plus promu des fans de Poutine comme Éric Zemmour, renforçant sa notoriété nationale. CNews a même dû payer une amende de 200 000 euros pour avoir diffusé ses propos.

CNews sanctionnée d'une amende de 200 000€ à cause d'Éric Zemmour

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a imposé une amende de 200 000 euros à la chaîne d'information du groupe Canal à cause de propos tenus par Eric Zemmour.

Par [Team Mouv'](#) • Publié le vendredi 19 mars 2021 à 15:28 • 1 min de lecture



Eric Zemmour lors d'un débat à Paris en 2019. (photo : Lionel Bonaventure) ©AFP - Lionel Bonaventure

Eric Zemmour a récidivé, et cette fois ça coutera cher à Canal. **Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a sanctionné, le 18 mars, CNews d'une amende de 200 000 euros** pour "incitation à la haine" et "à la violence" après des propos de son polémiste. Le CSA prononce rarement des sanctions aussi importantes, et c'est la première fois qu'elle inflige une amende à une chaîne d'info en continu.

Zemmour s'en prend aux mineurs isolés

Le 29 septembre dernier, lors d'un débat sur le plateau de l'émission *Face à l'info* animée par Christine Kelly, **Eric Zemmour s'est emporté contre les mineurs étrangers isolés**. Selon lui, "ils n'ont rien à faire ici" :

Ils sont voleurs, ils sont assassins, ils sont violeurs, c'est tout ce qu'ils sont. Il faut les renvoyer

Le CSA s'agace

Le CSA a décidé de prononcer cette amende historique pour plusieurs raisons. D'abord, le chroniqueur de CNews a **incité à la haine et encouragé les comportements discriminatoires**. De plus, le gendarme de l'audiovisuel a regretté qu'"**aucune réaction suffisamment marquée n'a été apportée à ces déclarations par les personnes en plateau**".

Enfin, l'instance s'agace du manque de réaction du groupe qui a déjà fait l'objet de **plusieurs mises en demeure**. Le comité d'éthique du groupe **Canal s'était pourtant inquiété de ces avertissements** : "la position centrale donnée à M. Zemmour", "son statut d'invité permanent" et le fait qu'il intervienne "sur les sujets mêmes" pour lesquels il a été condamné par la justice créaient "un risque spécifique".



<https://twitter.com/i/web/status/2064977660300640585>

Après la fermeture du média de propagande d'État russe RT France (doté d'un budget de 30 millions d'euros par an par l'État russe) nombre de ses employés ont trouvé un nouveau mégaphone chez Bolloré.

Un cas particulièrement scandaleux est celui de Xenia Fedorova, son ancienne directrice, promue avec une mauvaise foi sidérante par les médias Bolloré.

13/25

<https://x.com/CartesDuMonde/status/1899503674444926978>

Russia Today France : l'arme du « soft power » russe

La déclinaison française du média russe à la réputation sulfureuse devrait émettre avant Noël. Soupçonnée d'être un instrument d'influence téléguidé par le Kremlin, elle est accueillie avec scepticisme.

Par Alexandre Piquard et Raphaële Bacqué

Publié le 06 décembre 2017 à 07h15, modifié le 07 décembre 2017 à 15h13 · 🕒 Lecture 9 min.



ANNE GAËLLE AMIOT

Tout est neuf. Les couloirs fleurissent encore la peinture fraîche. Sur les murs du studio, les néons verts – le « code couleur » de la chaîne Russia Today (RT) – viennent juste d'être fixés. Même en régie, les journalistes n'ont pas entre eux la familiarité qui a cours dans les vieilles rédactions : hormis les Russes arrivés l'hiver dernier et la petite équipe du site Internet, la plupart ont été recrutés à la fin de l'été. Ils se parlent en anglais, avec l'accent de Paris ou de Moscou, et ont les manières précautionneuses de ceux qui apprennent à se connaître.



POLITIQUE • VINCENT BOLLORÉ

L'influente Xenia Fedorova, ancienne directrice de RT France et désormais protégée de Vincent Bolloré

Par Ariane Chemin et Ivanne Trippenbach

Publié le 26 mai 2026 à 21h09, modifié le 27 mai 2026 à 17h47

[Lecture 16 min.](#) [Read in English](#)

ENQUÊTE | Alors que l'Arcom vient d'être saisie de récentes provocations de l'ex-dirigeante de Russia Today France à l'antenne de CNews, l'offensive prorusse de la chaîne d'information embarrasse le sommet de l'Etat.

Jeudi 21 mai, siège parisien de Vivendi, 42, avenue de Friedland (Paris 8^e), à deux pas de l'Arc de triomphe. Trois jours avant que Moscou ne lance l'une de ses plus terribles attaques sur le cœur historique de Kiev, alors que les yeux sont encore tournés vers Cannes, où quelques bataillons d'acteurs, de réalisateurs et de techniciens tentent de dénoncer l'« *emprise grandissante de l'extrême droite* » sur le cinéma français par le biais du Groupe Canal+, propriété de Vincent Bolloré, voici qu'une ministre du gouvernement, un conseiller de Jordan Bardella, un évêque en vue, des gradés médaillés et des bras droits de grands patrons se retrouvent sans états d'âme autour du milliardaire d'extrême droite pour réfléchir à la prochaine élection présidentielle, en présence de... la plus influente propagandiste du Kremlin en France, Xenia Fedorova.



Consulter le journal



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi et sur Internet



S'abonner

Se connecter



Accueil / Médias / Médias Bolloré - Xenia Fedorova, « journaliste » sous protection reprochée

Médias • Médias Bolloré

Xenia Fedorova, « journaliste » sous protection reprochée

Publié le 9 juin 2026 • Lecture : 5 min

Par [Anne-Sophie Mercier](#)

Offrir

Partager



Article paru dans le N° 5509

[Acheter ce numéro](#)

L'ancienne responsable de Russia Today, soupçonnée d'être agent d'influence de Vladimir Poutine, est désormais omniprésente dans la Bollosphère. Le grand patron, Vincent Bolloré lui-même, veille de près à la promotion de cette « journaliste » sans carte de presse. Encore une histoire d'ingérences...

Le 12 avril 2025, la foule est compacte au Grand Palais, à Paris, où s'ouvre le Festival du livre. Au stand des éditions Fayard, une femme brune au teint pâle est assise devant une pile de bouquins. Soudain, une poignée de personnes surgissent, drapeau ukrainien à la main, et jettent vers elle des ours en peluche ensanglantés, symboles d'une attaque russe contre des civils à la gare de Kramatorsk ayant fait plus de 60 morts. Ils crient : « *Fedorova complice de Poutine !* », il y a un petit attroupement. Un garde du corps repousse aisément cette pauvre et dérisoire attaque. La « journaliste » Xenia Fedorova s'est mise en retrait, très calme, un petit sourire aux lèvres, une lueur d'ironie dans les yeux. Les Ukrainiens ayant été rapidement évacués, elle se rassoit et continue sans ciller sa séance de dédicaces.



© KIRO



À RT, Xenia était la protégée de Margarita Simonian elle-même, qui appelle ouvertement à bombarder des civils, rêve de famines et proclame la guerre contre toute l'Europe. Une guerre hybride déjà en cours, visant particulièrement la France.

14/25

 **Vatnik Soup en français** ✓
@vatniksoup_fr · [Follow](#)

Dans la Soupe Vatnik du jour, nous vous présentons une propagandiste russe, Xenia Fedorova [@xfedorova](#). Elle est connue pour avoir dirigé les médias d'État russes en France puis commis un livre pour se plaindre de leur fermeture par l'UE après l'invasion russe de l'Europe.

1/18



3:39 PM · Mar 18, 2025

♥ 338  Reply  Copy link

[Read 19 replies](#)

IL Y A 10 MOIS

Brèves • Guerre

La Russie de Poutine est déjà en train d'attaquer l'Europe : cartographier les 60 opérations de guerre hybride menées depuis 2022

Depuis 2022, le continent européen est sujet à des attaques russes hybrides bien au-delà de l'Ukraine : incendies, opérations de sabotage, tentatives d'assassinat... Celles-ci visent à semer le chaos ainsi qu'à tester les infrastructures et défenses des pays de l'OTAN. Elles interfèrent parfois directement avec la vie et les institutions démocratiques.

Nous les avons cartographiées.

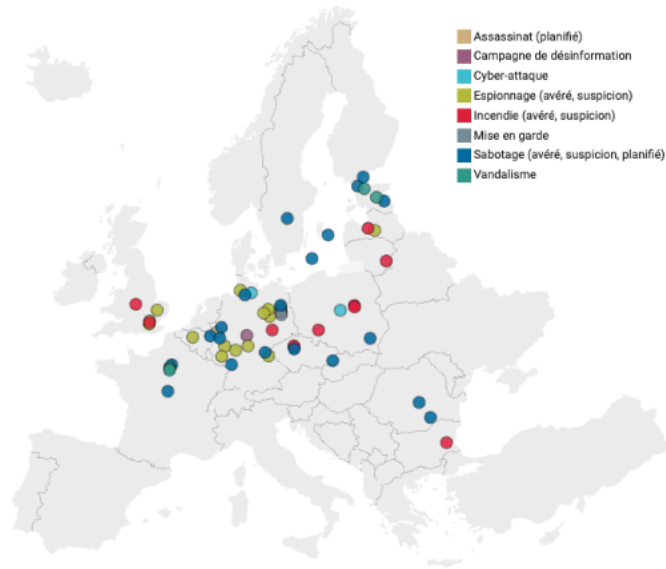
DATE

8 janvier 2025

Selon le recensement réalisé par l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*, près de 60 opérations de guerre hybride menées par les services secrets russes (GRU et FSB principalement) auraient touché l'Europe entre 2022 et fin 2024 [🕒](#).

- Plus de 40 % des opérations recensées ont visé l'Allemagne : ses infrastructures énergétiques, de transport, ses centres-villes ou bien son réseau ferroviaire.
- La France, le Royaume-Uni et la Pologne sont les trois autres pays les plus touchés, représentant chacun 8,5 % du total des attaques hybrides russes.
- Afin de limiter les risques pour ses agences, la Russie n'envoie pas ses propres espions ou militaires mais emploie plutôt des individus en-dehors des réseaux du GRU et du FSB, contactés la plupart du temps *via* la messagerie Telegram.
- Ce sont notamment ces profils, des sympathisants néonazis recrutés par le Kremlin, qui sont à l'origine des « mains rouges » peintes sur le mémorial de la Shoah à Paris ainsi que des faux cercueils de militaires français déposés au pied de la Tour Eiffel.

Activités de guerre hybride russe en Europe, depuis 2022




Carte: Le Grand Continent • Source: Die Zeit

Ces opérations de déstabilisation, qui provoquent la plupart du temps peu voire pas de victimes, visent à semer le chaos et tester les défenses et infrastructures des pays membres de l'OTAN.

Certaines de ces opérations peuvent toutefois entraver gravement les systèmes d'information, c'est notamment le cas du brouillage des signaux GPS en mer Baltique, dénoncé par l'Estonie et la Lituanie.

La guerre hybride russe contre l'Europe vise également ses institutions ainsi que le fonctionnement de sa vie démocratique.


 **Margarita Simonyan** ✓ @M_Simonyan · May 26 🔄 ...

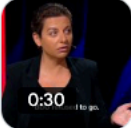
Ukraine is too petty for a Sacred War.

But we are not fighting Ukraine, and haven't been since Boris Johnson's fateful intervention in 2022.

We are fighting **the whole of Europe**. Our stakes are existential.



 **Margarita Simonyan** ✓ @M_Simonyan · May 26

 When BBC refuse to go to Starobelsk, and CNN say their Moscow bureau is "on holiday" - they think it's still 2003 and all it takes to win information war is hushing stuff up. ...

🗨 62 🔄 115 ❤ 510 📊 47K 📌 📤



<https://twitter.com/i/web/status/2064977680215228620>

Chez Bolloré, Xenia a d'abord animé une série de Canal+ sur les églises orthodoxes en France, pendant que son ancien employeur, l'État russe de Poutine, les bombarde en Ukraine. Celles de France, il tente d'ailleurs de se les accaparer. Hypocrisie sans limites :

15/25

Vatnik Soup en français ✓
@vatniksoup_fr · [Follow](#)

Dans la Soupe Vatnik du jour, nous lançons une nouvelle série : « Russie décadente ». Nous allons regarder au-delà de la propagande et exposer la véritable Russie – un pays autoritaire qui ne se soucie guère de son peuple et s'accroche désespérément à son passé impérialiste.
1/24

6:03 AM · May 20, 2025

747 Reply Copy link

[Read 14 replies](#)

A Paris, l'espionnage russe sous les coupes

Depuis l'inauguration de l'imposante cathédrale orthodoxe et du Centre culturel russe dans la capitale française le 19 octobre, les questions fusent sur l'utilisation du site à d'autres fins



Le sommet de la Tour Eiffel et l'un des bulbes de la cathédrale orthodoxe. — © REGIS DUVERNAU



[Richard Werly](#)

Publié le 01 novembre 2016 à 13:17. / Modifié le 01 novembre 2016 à 18:11.

Il y a ceux qui balaient publiquement les accusations. Candidat à la primaire présidentielle de la droite, premier ministre lors du lancement officiel du projet de cathédrale orthodoxe et du centre culturel russe à l'automne 2007 et défenseur virulent d'un axe stratégique Paris-Moscou, François Fillon en fait partie. «Accuser d'emblée la Russie de vouloir transformer ce centre culturel orthodoxe au cœur de Paris en station d'écoute, c'est nourrir des fantasmes inutiles et dommageables», argumentait-il devant nous à Genève, en mai, à la veille d'un séminaire... sur la Russie organisé au château de Coppet. Et il y a ceux qui, depuis l'inauguration du site parisien le 19 octobre, et sur fond de malaise profond avec Moscou au sujet de la guerre en Syrie et en Ukraine, refusent cette omerta politique: «On parle d'un site russe doté de l'immunité diplomatique, situé à quelques centaines de mètres du Quai d'Orsay et de l'Elysée, interroge un ancien diplomate basé en Asie centrale. Poser la question de son utilisation, et des risques qu'il peut présenter, est la moindre des choses».

Accueil > Société

F Réserve aux abonnés

À Nice, des paroissiens sous le choc après que Poutine a mis la main sur leur église

Par **Vincent-Xavier Morvan**

Le 28 avril 2025

[Nice](#) [église orthodoxe](#) [Vladimir Poutine](#) [Russie](#)

[Copier le lien](#) [✉](#) [f](#) [X](#) [in](#)



Dans l'église Saint-Nicolas et Sainte-Alexandra, ce dimanche, lors de la liturgie. Au centre, à côté du prêtre, Alexis Obolensky, président de l'association culturelle qui l'administrait jusqu'alors. *Vincent-Xavier Morvan*

La justice française a reconnu, en appel, la propriété de la Fédération de Russie sur l'église russe de Nice, au grand désespoir de la communauté orthodoxe locale qui l'administrait depuis 1923.

Espionnage

Les églises orthodoxes russes, relais du FSB et de Poutine

Publié le 25 octobre 2024 • Lecture : 3 min.

 Offrir cet article

Le Kremlin compte sur son réseau de religieux à travers le monde pour récolter des informations, recruter des agents ou espionner ses adversaires, y compris en France. Plongée dans les taupes of the popes.



«*Boje moi!*» (« Mon Dieu ! »). Le 16 août 2024, le quotidien suédois « VLT » révèle avoir découvert qu'un prêtre orthodoxe officiant dans la ville de Västerås, à une centaine de kilomètres de Stockholm, a reçu une décoration directement de la part du service de renseignement extérieur russe, le SVR, pour lequel il travaillait depuis des années. Un an auparavant, un autre pays membre de l'Union européenne, la Bulgarie, expulsait de son territoire un honorable représentant de l'Eglise orthodoxe russe à Sofia. Motif : « espionnage ». En 2021, c'est le FBI qui accusait un « *father* » au-dessus de tout soupçon : lui recrutait des agents au service du FSB (les services de renseignement russes) sur tout le territoire.

Le « putsch » de Biarritz

Avec l'aide du Kremlin (et sur son ordre ?), l'Eglise russe tente en effet, depuis l'élection de Poutine, de mettre la main sur un immense patrimoine : les multiples lieux de culte orthodoxe construits par l'aristocratie tsariste avant la révolution de 1917 et gérés, depuis, par l'émigration russe et ses descendants. Le but est triple : accroître le patrimoine étranger de l'Eglise, empêcher que la nouvelle émigration russe ne quitte le giron spirituel de Moscou, et reprendre le contrôle de l'ancienne.

Dans les années 1920, les Russes qui avaient fui l'URSS avaient décidé de ne plus dépendre du patriarcat de Moscou, devenu, par la force des choses, complice du pouvoir communiste. Ils ont rejoint l'autre phare de l'orthodoxie : Constantinople. Quatre-vingts ans plus tard, leurs descendants ne veulent pas, dans leur grande majorité, revenir en arrière, en tout cas pas encore... Ils entendent pratiquer une orthodoxie plus «libérale», moins nationaliste que celle en vogue dans la Russie d'aujourd'hui. Or, d'après la loi française, ces fidèles sont les seuls à pouvoir décider d'un changement d'obédience. Pour cela, il faut un vote des conseils paroissiaux, où ils sont majoritaires. Face à un tel barrage, le patriarcat et le Kremlin ont d'abord cherché des compromis, puis ont tenté partout de passer en force.

En décembre 2004, à Biarritz, ils ont organisé un « putsch » contre le conseil paroissial local. Ils ont fait venir (avec l'aide des services secrets russes ?) des « fidèles » de l'Espagne voisine. Ils ont monté un conseil parallèle, qui s'est empressé de voter le rattachement à Moscou. Mais l'autre conseil, le vrai, a porté plainte et a gagné.

En 2005, à Nice, ils ont envoyé des officiers du SVR le service d'espionnage extérieur, pour essayer de reprendre par la voie judiciaire la cathédrale Saint-Nicolas (le Kremlin l'emportera finalement en janvier 2010 en première instance). A Paris, enfin, le patriarcat a créé une association qui milite - de façon parfois très agressive - pour le rattachement de la célèbre cathédrale de la rue Daru, Saint-Alexandre-Nevski, rattachement auquel le conseil paroissial est, dans sa majorité, très hostile.

Pour toutes ces raisons, le Quai-d'Orsay considère, à la fin de l'été 2007, qu'Alexis II n'est pas le bienvenu à l'Elysée. Mais le patriarche ne se décourage pas. Afin de décrocher un rendez-vous avec le président de la République, il fait appel à son vieil ami français au Vatican : le cardinal Etchegaray, l'homme des missions secrètes de Jean-Paul II . Le prélat accepte d'autant plus volontiers d'intervenir qu'il a une idée en tête : organiser un jour la première rencontre entre un pape et un patriarche russe. Où ? En terrain neutre, et si possible à Paris.

Sollicité directement par l'émissaire du pape, Nicolas Sarkozy se dit qu'un jour il pourrait jouer un rôle historique d'intermédiaire entre les deux chrétientés. Malgré les réticences des diplomates, il accepte donc de recevoir Alexis II le 3 octobre 2007. L'« opération cathédrale » est lancée.

Bien qu'elle soit promue chaque semaine, sur de multiples plateformes, libre de débiter n'importe quel mensonge du Kremlin, Xenia ose encore se plaindre de la « liberté d'expression », sans jamais mentionner ce qu'il en advient sous son cher Poutine : journalistes assassinés et camps de filtration.

Ce que la journaliste Anna Politkovskaïa écrivait en 2004 : « Poutine n'aime pas les êtres humains. Il nous considère comme un simple moyen »

« Le Monde » republie un extrait de « La Russie de Poutine », livre écrit par la plume de « Novaïa Gazeta » en 2004, deux ans avant son assassinat. Elle y livrait sa vision du maître du Kremlin, comme un avertissement au monde entier, que personne n'a voulu entendre.

Par Anna Politkovskaïa

Publié le 08 mai 2022 à 20h22, modifié le 09 mai 2022 à 11h51 · 🕒 Lecture 6 min.



La journaliste russe Anna Politkovskaïa, reporter d'investigation et autrice. Elle a été assassinée en 2006.
NOVAÏA GAZETA

En 2004, Anna Politkovskaïa, journaliste de Novaïa Gazeta, avait écrit un livre intitulé La Russie de Poutine. Il avait aussitôt été publié en anglais et assez rapidement traduit dans la plupart des langues européennes notamment en France chez Buchet-Chastel en 2005. Anna Politkovskaïa y donne un portrait exhaustif de Vladimir Poutine.

C'était un avertissement au monde entier mais il n'a pas été entendu. On n'a pas voulu l'entendre. Deux ans plus tard, le 7 octobre 2006, jour de l'anniversaire de Poutine, elle était assassinée. Nous republions ici un extrait de cet ouvrage.

forbidden stories

Tuer le messager ne tuera pas le message.


Faire un don

VIKTORIIA PROJECT • TEMPS DE LECTURE: 6 MIN.

Les « prisonniers fantômes » de la Russie : L'enquête qui a coûté la vie à Viktoriia Roshchyna

Le corps de la journaliste ukrainienne Viktoriia Roshchyna a été rapatrié en février 2025, quatre mois après l'annonce de son décès. Capturée alors qu'elle enquêtait sur les civils ukrainiens emprisonnés illégalement dans la région de Zaporijia, elle fut elle-même détenue au secret pendant plus d'un an en territoire occupé et dans une prison russe. Forbidden Stories a retracé son parcours et révèle de nouveaux éléments sur ses derniers mois de captivité ainsi que sur les circonstances de sa mort.

Français / English



(Crédit : Mélody Da Fonseca / Forbidden Stories)

Nos révélations

- La dépouille de Viktoriia Roshchyna a été rapatriée en Ukraine en février 2025. Elle portait des marques de torture. Plusieurs organes étaient manquants
- Deux sources de Viktoriia en territoire occupé, ainsi que sa rédactrice en chef, ont confirmé à *Forbidden Stories* que la journaliste s'était bien rendue à Zaporijia pour enquêter sur la torture de civils dans des centres de détention informels
- Viktoriia avait commencé à répertorier les noms des responsables de ces emprisonnements et tortures, parmi lesquels des agents du FSB, le renseignement intérieur russe

Par **Phineas Rueckert** avec **Tetiana Prymachuk**
29 avril 2025

Sur les chaînes de Bolloré, elle exerce une influence déterminante sur le traitement des sujets géopolitiques. Les intervenants qui la contredisent, comme Bruno Clermont @bruno_clermont, ne sont plus invités — encore une belle démonstration de « liberté d'expression ». Bolloré a semble-t-il mis tout son empire à son service, c'est-à-dire...

« Mes propos n'ont pas plu » : Après 4 ans sur CNews, Bruno Clermont a été limogé « sans explications »

Après quatre ans à l'antenne de CNews, Bruno Clermont a confié avoir été limogé en mars 2026 par texto et sans explications. Le général, qui intervenait régulièrement sur la chaîne, pointe du doigt la responsabilité de la pro-russe Xenia Fedorova, qui n'aurait pas apprécié ses analyses.



Bruno Clermont juge Xenia Fedorova responsable de son limogeage de CNews. | CAPTURE D'ÉCRAN CNEWS.

Petits écrans Margot Ferreira (Diverto)

Publié le 01/06/2026 à 19h20

Après plusieurs mois d'absence à l'antenne de CNews, le général Bruno Clermont a pris la parole dans une enquête réalisée par [Le Monde](#) et publiée mardi 26 mai 2026 : le consultant, qui intervenait régulièrement sur la chaîne depuis quatre ans (notamment dans *L'heure des pros* ou *Midi News*), affirme avoir été limogé en mars dernier, « purement et simplement [...] sans explications ».

« J'ai été purement et simplement viré sans explications, le 5 mars, par un texto puis un coup de fil de Serge Nedjar (le directeur de la chaîne, ndlr), avec lequel je m'entendais pourtant bien, a-t-il confié dans l'article du *Monde* consacré à Xenia Fedorova, ancienne patronne de la chaîne *RT France*. Ceci alors que j'avais tenu l'antenne sans relâche depuis le début de la guerre en Iran... Très clairement, plusieurs de mes propos n'ont pas plu à Xenia Fedorova. »



Bruno Clermont • Abonné
Faire Face Défense & Aéro Conseil.
1 sem • Modifié •



Légion d'honneur.

Cette femme, Xenia Federova, qui se plaint en victime permanente, est à l'origine de mon limogeage de la chaîne Cnews où j'ai officié pendant 4 années comme consultant défense. Un limogeage en 30 secondes: un texto et un coup de fil.

Elle ne supportait pas que cette fonction ne soit pas occupée par un général pro-russe. Ce que je ne serai jamais. Je suis un général pro-France.

En décembre 2022, consultant Cnews depuis 6 mois, je suis auditionné sur la guerre en Ukraine par la Commission des forces armées du Sénat. Je déclare en préambule: "si Poutine et ses généraux ne sont pas condamnés par la justice des hommes, ils n'échapperont pas à la justice de Dieu". Cette guerre aurait du être évitée mais Poutine est un criminel de guerre.

Sur Cnews, j'ai bénéficié d'une liberté de parole quel que soit le sujet. Et ils ont été nombreux.

Mais cela va changer à partir de mars 2025, avec l'arrivée sur Cnews de Xenia Federova, l'ancienne directrice de Russia Today France, version francophone du media international financé par l'État russe. Une chaîne interdite dans l'UE en mars 2022 à cause de l'invasion de l'Ukraine.

Dès son arrivée sur Cnews, elle m'a dans son collimateur (cf. certains de ses posts sur X).

Le 28 février éclate la guerre en Iran. En un an, Xenia Federova a obtenu son émission où elle invite ses amis. Elle s'impose à présent sur les plateaux.

Mon limogeage a lieu dans la 1ère semaine de la guerre d'Iran. Il est la conséquence d'un plateau que je fais avec elle le 3 mars (Midi News) où je souligne l'incapacité de la Russie à venir au secours de son allié iranien. Elle postera sur X notre échange. Sur

Mon limogeage a lieu dans la 1ère semaine de la guerre d'Iran. Il est la conséquence d'un plateau que je fais avec elle le 3 mars (Midi News) où je souligne l'incapacité de la Russie à venir au secours de son allié iranien. Elle postera sur X notre échange. Sur un autre plateau je déclare que les US ont obtenu en 4 jours ce que les Russes ont été incapables d'obtenir en 4 ans: la supériorité aérienne. Cela ne doit pas lui plaire non plus.

Le lendemain, 4 mars, la programmation m'informe que je serai moins sollicité.
Le 5 mars, le directeur de la chaîne m'informe par texto que je ne serai plus invité pendant plusieurs jours.
Le 16 mars, il m'informe par téléphone que la chaîne se passera dorénavant de mes services.

Ma faute est simple: déplaire à la russe Xenia Federova. Les faits sont là. Chacun jugera.

Les journalistes de cette chaîne ne sont pour rien dans mon limogeage. Pas plus d'ailleurs que le directeur de la chaîne. Mes rapports avec eux ont toujours été excellents.

Je considère ce limogeage comme une deuxième Légion d'Honneur. Merci madame.

En soutien à mes frères d'armes, terriens, marins et aviateurs qui font face en ce moment même à l'armée de la Russie de Poutine, devenue l'ennemi de la France. Comme le sont ses alliés, la Chine et l'Iran.

En ce qui me concerne, cette page est tournée. Je n'ai aucun regret. Si c'était à refaire, je le referais. Place à la suivante.

Merci à ceux qui m'ont soutenu et qui continuent à le faire.

ABONNE SOCIÉTÉ

Xenia Fedorova : «Défendre la liberté d'expression, surtout lorsqu'elle dérange»

TRIBUNE. Dans un paysage médiatique français accusé d'uniformité, la journaliste Xenia Fedorova fait figure d'exception. Son origine russe, brandie comme présomption de culpabilité, est désormais au cœur d'une campagne qui ne vise plus ses arguments mais sa personne. Un procès en légitimité que nous refusons au nom du pluralisme et de la liberté d'expression.

Arnaud Lagardère pour Europe 1 et Gérard-Brice Viret pour CNews
31/05/2026 à 05:00



... au service de la propagande du Kremlin qu'elle a défendue toute sa vie, qu'elle a consacré toute sa carrière à promouvoir. Son livre, bien sûr, a été publié par un éditeur Bolloré, et même écrit par un prête-plume Bolloré. Sa série sur les églises passe sur une chaîne Bolloré. Ses tribunes, dans un journal Bolloré. Et qui s'empresse de prendre sa défense ?

Xenia Fedorova, une voix du Kremlin amplifiée par l'empire Bolloré

La place prise par l'ancienne patronne de RT France sur les chaînes du groupe inquiète en externe comme en interne.



Illustration par Natàlia Delgado/POLITICO

MAY 27, 2025 4:05 AM CET
BY MARION SOLLETTY AND LAURA KAYALI

This story is also available [in English](#).

PARIS — Sa chaîne de télévision a été interdite de diffusion dans l'Union européenne, mais son discours passe sans filtre à la télévision française : la montée en puissance de Xenia Fedorova sur les médias du groupe Bolloré crispe experts de la désinformation et politiques en pointe sur le sujet.

De nombreuses voix pointent l'absence de contradiction apportée à l'ancienne patronne de RT France, sur les plateaux de CNews, où elle officie désormais deux fois par semaine et reprend les narratifs de Vladimir Poutine sur l'invasion de l'Ukraine — qu'elle appelle toujours "opération spéciale".

Bollosphère : un écosystème cohérent

La Lettre affirme en outre que ce ne serait pas un cas isolé. Raphaël Stainville aurait également participé à *Bannie*, le livre de Xenia Fedorova, ancienne directrice de RT France, paru chez Fayard en mars 2025. Un récit de combat contre ce que l'autrice décrit comme une mise au silence après l'interdiction de RT France dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Cette possible récurrence pourrait suggérer, si les informations sont confirmées, l'existence d'un circuit éditorial interne dans lequel certains journalistes de la sphère Bolloré pourraient prêter leur plume à des ouvrages politiques ou idéologiques publiés par une maison du même périmètre.

Une pratique qui n'est pas nécessairement illégale en elle-même, mais qui peut poser problème selon les conditions dans lesquelles elle a été exercée : déclaration à l'employeur, autorisation, rémunération, conflits d'intérêts éventuels et transparence vis-à-vis du public. Elle interroge en tout cas sur la séparation entre information, commentaire politique et accompagnement éditorial.



<https://twitter.com/i/web/status/206497721369776543>

Les larbins de la « Bollosphère », qui ont le culot – ou ont reçu l'ordre ? – de s'extasier devant sa « longue expérience journalistique », alors qu'elle n'a eu... qu'un seul employeur avant Bolloré : RT, le média de propagande du criminel de guerre Poutine, pour lequel elle travaillait comme productrice/directrice, sans même faire semblant d'être journaliste.

TRIBUNE

Xenia Fedorova « Défendre la liberté d'expression, surtout lorsqu'elle dérange »

Par Arnaud Lagardère pour Europe 1, Gérald-Brice Viret pour CNews

Enquête après enquête, les Français nous alertent : journaux, télévisions, partis politiques... On zappe, mais on n'entend qu'une seule voix. C'est précisément pourquoi celle de Xenia Fedorova est rare et précieuse.

Forte d'une longue expérience journalistique en Russie, en Allemagne et en France, elle contribue depuis près de dix ans à la diversité du paysage audiovisuel français. Aujourd'hui journaliste et salariée d'Europe 1 et de CNews, elle apporte sur le conflit russo-ukrainien un éclairage que l'on n'entend pas ailleurs. Un conflit qui exige, plus que tout autre, rigueur, honnêteté intellectuelle et respect des deux belligérants.

Le propre d'un média attaché au pluralisme est précisément de faire entendre ces points de vue différents. Charge ensuite au citoyen de se forger sa propre opinion.

Mais voilà que la campagne menée contre Xenia Fedorova a franchi une ligne. Le débat ne porte plus sur ses arguments ; il porte sur sa personne, son parcours, son origine, jusqu'à sa légitimité à exercer son métier.

Procès d'intention, enquêtes orientées, amalgames : tous les moyens semblent bons. *Le Monde* a ainsi publié une enquête aux sous-entendus troublants, s'indignant notamment de la validité du titre de séjour de dix ans, accordé à la journaliste. Certains ne s'en cachent même plus : ils réclament son expulsion.

Ce qui est le plus préoccupant, au fond, c'est que son origine russe est systématiquement brandie comme un élément à charge, comme si sa nationalité constituait, en elle-même, une présomption de culpabilité intellectuelle.

Dans notre pays, chacun doit pouvoir s'exprimer, être contesté,

être critiqué, être contredit. Mais nul ne devrait être condamné à l'effacement public en raison de ses opinions.

Nous ne partageons pas nécessairement toutes les analyses de Xenia Fedorova. En revanche, nous refusons qu'elle soit livrée à la vindicte publique. Nous n'approuvons pas forcément chacune de ses positions. En revanche, nous nous opposons à sa délégitimation systématique. Nous lui apportons notre soutien, comme nous le ferions pour tout journaliste visé en raison de son origine, de son parcours ou de ses idées.

Il est toujours utile de rappeler ce principe : la liberté d'expression, c'est d'abord la liberté de celui qui ne pense pas comme nous.

Sans cette liberté, il n'y a plus de pluralisme. Il n'y a plus de débat. Il n'y a plus de démocratie.

Tout le reste n'est que censure qui ne dit pas son nom. ●



Xenia Fedorova.

Xenia Fedorova ✓
@xfedorova
🏢 Média affilié à un État, Russie

Présidente et directrice d'Info de RT France. Contacts pour les médias:
[@Ricci](#)psg - Iricci@rttv.fr

📍 Paris, France 🌐 rtfrance.tv 📅 Joined October 2009

Experience



RT

17 years 5 months

- **President and CEO of RT France**
Feb 2017 - Apr 2023 · 6 years 3 months
Paris Area, France
- **Deputy Editor In Chief**
Sep 2014 - Feb 2017 · 2 years 6 months
- **Head of RT France**
Oct 2014 - Jun 2015 · 9 months
Paris Area, France
- **Head of RT broadcast for Russia, CIS and Baltic states**
Jul 2012 - Sep 2014 · 2 years 3 months
Moscow, Russian Federation
- **Head of Department of media projects**
May 2009 - Jul 2012 · 3 years 3 months
- **Executive producer**
Mar 2007 - May 2009 · 2 years 3 months
- **Head of the International news desk**
Feb 2006 - Mar 2007 · 1 year 2 months
- **International desk producer**
Dec 2005 - Feb 2006 · 3 months



Managing Director

Ruptly

Mar 2015 - May 2017 · 2 years 3 months

Berlin Area, Germany

Ruptly

RUPTLY

Histoire

Fondation	Juillet 2012
------------------	--------------

Cadre

Type	Agence de presse
Forme juridique	Société à responsabilité limitée de droit allemand GmbH
Siège	Berlin
Pays	Allemagne

Organisation

Propriétaire	Rossia Segodnia (depuis 2013)
Organisation mère	RT
Site web	(en) ruptly.tv

Le Kremlin exerce depuis longtemps une forte influence sur les deux extrémités du fer à cheval politique français : l'extrême gauche, avec ses courants historiquement pro-soviétiques/staliniens, et l'extrême droite, réceptive aux récits sur l'immigration et admirative de l'autoritarisme.



Vatnik Soup en français
@vatniksoup_fr · [Follow](#)



Dans la [#vatniksoup](#) exclusive d'aujourd'hui, nous présentons le RN, ses liens avec le Kremlin, ses figures dirigeantes et candidats poutinophiles aux élections législatives françaises de demain (dimanche 30 juin 2024), et ses similarités avec le vatnik communiste Mélenchon. 1/31



3:55 PM · Jun 29, 2024



450 Reply Copy link

[Read 9 replies](#)



Contrôler directement le centre s'est avéré plus difficile ; le Kremlin a donc attaqué Macron avec des campagnes de dénigrement générées par IA, des allégations de consommation de drogue ou des théories du complot visant son épouse. Les mêmes tactiques crasseuses que celles déployées contre Zelensky :

 **Vatnik Soup en français** 
@vatniksoup_fr · [Follow](#) 

Dans la [#vatniksoup](#) exclusive d'aujourd'hui, nous présentons une opération de propagande du Kremlin typique orchestrée à l'aide de sites entiers générés par IA, de vidéos deepfakes, de super-propagateurs sur les réseaux sociaux et de blanchiment de fausses informations. 1/30



8:44 PM · Jul 3, 2024 

 134  Reply  Copy link

[Read 4 replies](#)



franceencolere.fr

<https://franceencolere.fr> > le-premi... · [Translate this page](#) ⋮

Réactions des lecteurs sur le projet de loi sur l'aide à mourir

13 Mar 2024 — S'il vous plaît, réécrivez cet article en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...



franceencolere.fr

<https://franceencolere.fr> > le-nouv... · [Translate this page](#) ⋮

Le nouveau modèle français de fin de vie : vers une "aide à ...

11 Mar 2024 — S'il vous plaît, réécrivez cet article en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...



franceencolere.fr

<https://franceencolere.fr> > le-premi... · [Translate this page](#) ⋮

Le Premier Mois sans Engagement : Gabriel Attal annonce ...

31 Jan 2024 — S'il vous plaît, réécrivez cet article en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...



franceencolere.fr

<https://franceencolere.fr> > la-fin-d... · [Translate this page](#) ⋮

La fin de vie : entre aide à mourir et dignité de chaque vie

11 Mar 2024 — S'il vous plaît, réécrivez cet article en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...



franceencolere.fr

<https://franceencolere.fr> > le-tourn... · [Translate this page](#) ⋮

Le tournant de la loi de 2004 sur les signes religieux à l'école

15 Mar 2024 — S'il vous plaît, réécrivez cet article en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...



franceencolere.fr

<https://franceencolere.fr> > le-projet... · [Translate this page](#) ⋮

Le projet de loi sur la fin de vie d'Emmanuel Macron

11 Mar 2024 — S'il vous plaît, réécrivez cet article en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...



franceencolere.fr

<https://franceencolere.fr> > le-premi... · [Translate this page](#) ⋮

Le premier mois sans engagement: Emmanuel Macron et la ...

10 Mar 2024 — S'il vous plaît, réécrivez cet article en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...



franceencolere.fr

<https://franceencolere.fr> > le-role-... · [Translate this page](#) ⋮

Le rôle de la sexualité dans le couple : attentes, évolutions et ...

2 Mar 2024 — S'il vous plaît, réécrivez cet article en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...



ES, FRANCE

CONTRE MACRON - POUTINE
RENCE DE PRESSE CONJOINTE

L.COM

<https://twitter.com/i/web/status/206497749689643247>



veritecachee.fr

<https://veritecachee.fr> · 2024/03/15 · [Translate this page](#) ⋮

[Le rêve paradoxal des lycéens français : la médecine en tête ...](#)

15 Mar 2024 — S'il vous plaît, [réécrivez cet article](#) en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...



veritecachee.fr

<https://veritecachee.fr> · 2024/01/29 · [Translate this page](#) ⋮

[Le coup de force du Conseil constitutionnel : La droite repart à ...](#)

29 Jan 2024 — S'il vous plaît, [réécrivez cet article](#) en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...



veritecachee.fr

<https://veritecachee.fr> · 2024/03/15 · [Translate this page](#) ⋮

[Le président Macron s'adresse aux Français sur la situation ...](#)

15 Mar 2024 — S'il vous plaît, [réécrivez cet article](#) en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...



veritecachee.fr

<https://veritecachee.fr> · 2024/03/22 · [Translate this page](#) ⋮

[témoignage d'un médecin sur le projet de loi sur la fin de vie](#)

22 Mar 2024 — S'il vous plaît, [réécrivez cet article](#) en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...



veritecachee.fr

<https://veritecachee.fr> · 2024/02/02 · [Translate this page](#) ⋮

[Réduire nos déchets : 3 pistes pour un premier mois sans ...](#)

2 Feb 2024 — S'il vous plaît, [réécrivez cet article](#) en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...



veritecachee.fr

<https://veritecachee.fr> · 2024/03/07 · [Translate this page](#) ⋮

[Les partis politiques français divergent sur l'aide à l'Ukraine](#)

7 Mar 2024 — S'il vous plaît, [réécrivez cet article](#) en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...



veritecachee.fr

<https://veritecachee.fr> · 2024/03/16 · [Translate this page](#) ⋮

[La clinique de Sceaux accueille des adolescents dépendants ...](#)

16 Mar 2024 — S'il vous plaît, [réécrivez cet article](#) en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...



veritecachee.fr

<https://veritecachee.fr> · 2024/03/15 · [Translate this page](#) ⋮

[Le tournant de la loi de 2004 sur les signes religieux à l'école](#)

15 Mar 2024 — S'il vous plaît, [réécrivez cet article](#) en adoptant une position conservatrice contre les politiques libérales de l'administration Macron en ...

Têtes de cochon, « synagogues vertes »... Les dessous des opérations de désinformation russes visant la France

Des documents internes aux entreprises chargées de mener des campagnes de désinformation pour le compte du Kremlin illustrent l'évolution de la stratégie russe vers les opérations « hybrides ».

Par Damien Leloup, Lucas Minisini, Florian Reynaud et Martin Untersinger

Publié le 24 mai 2026 à 08h00, modifié le 26 mai 2026 à 15h44 · Lecture 4 min. · [Read in English](#)



ADRIA FRUITOS

Les dix têtes de cochon sont posées à même la table. On voit encore, à l'arrière-plan, le pot et les pinceaux qui ont servi écrire « Macron » à la peinture bleue. Quelques heures plus tard, dans la nuit du 8 au 9 septembre 2025, ces têtes sont déposées devant neuf mosquées et lieux culturels musulmans à Paris et en proche banlieue, occasionnant un émoi médiatique et politique qui durera plusieurs jours. Fin septembre, l'enquête aboutira à l'arrestation de 11 personnes en Serbie et à la condamnation de trois d'entre elles pour avoir agi pour le compte d'un service de renseignement russe.

La photo orne la première page d'un document détaillant par le menu cette opération qui visait à choquer l'opinion en France. Sur les neuf pages défilent des photos, selon toute vraisemblance prises par les auteurs de l'opération, où l'on voit clairement, souvent sous plusieurs angles, les têtes déposées nuitamment devant les mosquées et les lieux culturels. Ces photos n'ont pas été diffusées publiquement, accréditant le fait qu'elles ont bien été prises à destination des commanditaires.

Dans ce contexte, Vincent Bolloré est un acteur clé pour diffuser la propagande du Kremlin dans le grand public, déplaçant la fenêtre d'Overton pour rendre les Français réceptifs aux mensonges de Poutine et passifs face à ses invasions.

Exactement comme RT France cherchait à le faire, mais désormais d'une manière encore plus insidieuse que la présence publique et assumée de RT.

22/25

<https://x.com/ValerieHayer/status/2054624755957797020>



renew europe.

Bruxelles, 13 Mai 2026

M. Martin Ajdari
Président de l'ARCOM
9 rue Brahms, CS 12603
75131 Paris Cedex 12

Monsieur le Président,

Je souhaite appeler solennellement l'attention de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique sur la diffusion répétée, sur les antennes de CNews et Europe 1, de propos reprenant de manière particulièrement fidèle les principaux narratifs de propagande du Kremlin relatifs à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine.

Ces propos sont tenus par Mme Xenia Fedorova, ancienne dirigeante de RT France, média interdit de diffusion dans l'Union européenne dans le cadre des sanctions prises après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Or, depuis plusieurs mois, Mme Fedorova bénéficie d'une exposition régulière sur des médias audiovisuels français relevant de votre contrôle, où elle développe de façon répétée des thèses correspondant point par point aux éléments de langage officiels des autorités russes.

Je relève en outre que Mme Fedorova est très régulièrement présentée à l'antenne comme une simple « journaliste », « essayiste » ou « auteure », sans que son ancienne fonction de dirigeante de RT France soit rappelée de manière claire et systématique aux téléspectateurs et auditeurs.

Cette absence de contextualisation éditoriale prive le public d'un élément essentiel d'appréciation sur la nature et l'origine des discours tenus à l'antenne.

Je relève également que ces interventions sont, dans de nombreux cas, diffusées sans contradiction sérieuse, sans rappel factuel et sans mise en perspective éditoriale suffisante, alors même qu'elles portent sur :

- une guerre en cours ;
- des crimes allégués faisant l'objet de procédures internationales ;
- et des narratifs officiellement identifiés comme relevant des stratégies d'influence informationnelle du Kremlin.

Parmi les propos relevés :

- « On sait maintenant que c'est l'Occident qui a décidé de prolonger ce conflit » (CNews, 10 mai 2026) ;
- « On a l'impression que l'Europe va aller en guerre contre la Russie. La Russie a des objectifs très clairs en Ukraine. Depuis 2014, après le coup d'État, ce qu'on appelle la Révolution de Maïdan en Occident, il y a eu certaines choses qui étaient inacceptables pour la Russie. Et bien sûr au début il y a eu les bombardements du Donbass. Ces Républiques qui voulaient se séparer parce qu'elles n'ont pas accepté les résultats de ce coup d'État ; pendant 8 ans on a eu ces bombardements et ces échanges de feux, une guerre civile on peut dire, jusqu'au référendum et la Russie qui a accepté ces régions » (CNews, 29 avril 2026) ;
- « L'objectif de certains chefs d'État européens est de changer leur économie en économie de guerre contre la Russie » (CNews, 29 avril 2026) ;
- « L'Europe est en train de perdre ses chances de réparer sa relation avec la Russie, qui serait bénéfique à l'économie européenne » (CNews, 3 mai 2026) ;
- « L'Allemagne se réarme très vite et son alliance avec le Japon pose question » (CNews, 26 mars 2026) ;
- « La ligne de front va continuer à bouger et sans accord de paix, le Donbass sera complètement russe. L'Europe s'investit dans cette guerre contre la Russie. Aujourd'hui on sait que l'Ukraine est devenue un champ de bataille, un champ de test pour tous les armements de l'OTAN » (CNews, 25 février 2026) ;
- « La seule façon pour Volodymyr Zelensky de rester au pouvoir et d'éviter la prison est de continuer la guerre » (CNews, 23 novembre 2025) ;
- « Donald Trump déroule le tapis rouge à Vladimir Poutine car il comprend que sans la Russie, il n'aura pas la paix » (CNews, 21 septembre 2025) ;
- « La Russie veut la paix, mais une paix durable » (CNews, 15 mai 2025) ;
- « L'administration Biden voulait que l'Ukraine continue la guerre » (Europe 1, 2 décembre 2025).

Dans son ouvrage *Bannie* publié chez Fayard en mars 2025, Mme Fedorova écrit également :

« Le conflit actuel en Ukraine, souvent présenté à l'international comme une agression de la Russie. »

Cette formulation relativise explicitement la qualification internationale de guerre d'agression pourtant reconnue par les institutions européennes, les Nations unies et la très grande majorité des démocraties occidentales.

Enfin, dans le *JD News / JDD* du 7 mai 2026, Mme Fedorova écrit concernant la déportation d'enfants ukrainiens en Russie :

« Pour Moscou, cette procédure illustre au contraire la transformation d'un dossier humanitaire en arme politique : il ne s'agirait pas d'enlèvements, mais d'évacuations depuis des zones de combat, parfois depuis des orphelinats ou avec des proches, dans un contexte où les chiffres avancés par Kiev auraient été massivement gonflés. »

Cette déclaration reprend directement la ligne de défense officielle du Kremlin concernant les déportations d'enfants ukrainiens, alors même que ces faits ont conduit la Cour pénale internationale à délivrer un mandat d'arrêt visant Vladimir Poutine.

Ces différentes déclarations reprennent de manière systématique :

- la qualification de Maïdan comme « coup d'État » ;
- la présentation de la Russie comme acteur défensif ou pacifique ;
- l'idée selon laquelle l'Occident et l'OTAN seraient responsables de la prolongation de la guerre ;
- la thèse d'une « guerre civile » dans le Donbass justifiant l'intervention russe ;
- la présentation de l'Europe comme puissance belliciste préparant une « économie de guerre » ;
- la relativisation des crimes reprochés aux autorités russes ;
- et la présentation de l'Ukraine comme instrument des États-Unis et de l'OTAN.

Il ne s'agit plus ici de simples opinions géopolitiques divergentes, mais de la diffusion répétée et normalisée, sur des antennes audiovisuelles françaises, de narratifs correspondant aux éléments de langage officiels d'une puissance étrangère engagée dans une guerre d'agression contre un État souverain européen.

Dans ce contexte, je demande à l'ARCOM :

- d'examiner si ces interventions répétées sont compatibles avec les obligations d'honnêteté, de rigueur et de pluralisme de l'information prévues par la loi du 30 septembre 1986 ;
- d'évaluer les conditions éditoriales dans lesquelles ces propos sont diffusés sur les antennes de CNews et Europe 1 ;
- d'examiner l'absence de contextualisation systématique du parcours de Mme Fedorova à la tête de RT France ;
- de déterminer si la répétition de ces narratifs sans contradiction suffisante constitue un manquement aux obligations des éditeurs ;
- et, le cas échéant, d'engager les procédures prévues par la loi.

La protection de la liberté d'expression ne saurait conduire à banaliser, sur des antennes nationales, la reprise méthodique des éléments de langage d'un appareil de propagande étatique étranger soumis à sanctions européennes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



Valérie Hayer, Présidente du groupe Renew Europe

Comme toute chaîne d'informations qui se respecte, RT doit aussi multiplier les débats avec des experts. Mais comme ceux-ci ne sont presque jamais dans la ligne, il faut improviser. Des blogueurs confidentiels sont donc présentés comme des chercheurs reconnus. Des militants d'organisations radicales deviennent « des interlocuteurs représentatifs ». Des essayistes publiés à compte d'auteur sont traités comme de prestigieux universitaires. Qu'importe la réalité du CV, la vérité n'a plus d'importance et tout se vaut : le youtubeur antisémite **Alain Soral**, rhabillé en « écrivain et fondateur d'un think tank », peut commenter le duel entre Sarkozy et Hollande sur RT America en 2012, tandis que l'inénarrable **Thierry Meyssan**, fervent négationniste des attentats du 11-Septembre et défenseur du régime de Bachar El-Assad, est invité à donner son avis sur la guerre en Syrie en qualité de « journaliste d'investigation indépendant ». Quant au gourou d'extrême droite **Lyndon LaRouche**, tristement connu pour avoir comparé Barack Obama à un singe, il a toute liberté de partager son analyse de la révolution égyptienne, pudiquement auréolé de l'étiquette « activiste politique ».

Dans cette quatrième dimension du journalisme, les invités peuvent même monter en compétence d'une interview à l'autre : un certain **Ryan Dawson** a été présenté comme « journaliste » pour parler de la guerre au Yémen, puis comme « blogueur politique » pour s'épancher sur l'annexion de la Crimée, avant d'être promu « militant pour la paix et activiste des droits de l'homme » sur la question des bases militaires américaines au Japon, puis « auteur et analyste » sur le conflit territorial sino-japonais, ou encore « journaliste spécialiste des affaires asiatiques » au sujet des tensions entre les deux Corées. Sa carrière sur RT connaît son apogée en 2013, lorsqu'il est couronné « analyste géopolitique » – excusez du peu – pour critiquer à l'antenne les conditions de détention à Guantánamo. À aucun moment, la chaîne n'aura donc précisé sa principale activité : blogueur négationniste.

Et l'information, dans ce grand n'importe quoi ? Ici, on promet sans cesse des révélations sur les grands enjeux géopolitiques du moment, mais on montre surtout la violence sous toutes ses formes : des avions qui s'écrasent, des bateaux qui coulent, des sous-marins militaires qui tirent des missiles. Les ouragans qui s'abattent sur le sud des États-Unis précèdent les chars russes qui foncent sur Palmyre. Venez pour l'accident de train meurtrier en Colombie, restez pour Daech aux portes de Damas ! L'objectif est à peine dissimulé : il faut former le téléspectateur à douter des médias occidentaux pour qu'il croie ensuite la version russe le jour où les intérêts du Kremlin seront mis en cause. « C'est important d'avoir une chaîne à laquelle les gens s'habituent, pour ensuite, quand c'est nécessaire, leur montrer ce que nous avons besoin de leur montrer, a théorisé Margarita Simonian. En un sens, ne pas avoir notre propre média, c'est comme ne pas avoir de ministère de la défense : quand il n'y a pas de guerre, on a l'impression qu'on n'en a pas besoin, mais quand il y a une guerre, ça devient essentiel. » À l'écran, cela donne parfois des images à la limite du ridicule, comme cette interview délirante des deux agents russes accusés d'avoir empoisonné un ex-agent double à Salisbury. Eux, des officiers du GRU ? Pensez-vous, ils travaillent comme entraîneurs sportifs à Moscou. Ce qu'ils étaient venus faire dans cette petite ville sans intérêt du sud de l'Angleterre ? Visiter « la célèbre cathédrale, connue pour sa flèche de 123 mètres de haut et son horloge, la plus ancienne du monde encore en état », annoncent-ils en récitant la page Wikipédia... Mais qui va s'en plaindre ?

Pourquoi Bolloré se ridiculise-t-il ainsi en laissant une propagandiste russe professionnelle répandre aussi ouvertement le baratin de Poutine ? Il prétend n'avoir eu que des ambitions « mercantiles » et non politiques, une explication qui ne convainc guère lorsque l'audimat des chaînes chute.



Maxime Audinet
@maximeaudinet · [Follow](#)



Mais que raconte exactement Xenia Fedorova sur les médias du groupe Bolloré ?

Merci à [@INA_RevueMedias](#) pour ce long entretien, où figure notamment une analyse textuelle de l'ensemble des chroniques de l'ex-patronne de RT France dans le JDD.



larevuedesmedias.ina.fr

Maxime Audinet : « Xenia Fedorova relaie activement et sans ambiguïté ...
L'ancienne directrice de la chaîne de télévision RT France, Xenia Fedorova, apparaît désormais comme une figure clé de CNews et du « JDNews ». ...

2:40 PM · Jun 10, 2026



🍷 151 💬 Reply 🔗 Copy link

[Read 9 replies](#)

BFM-TV devance CNews et LCI pour le troisième mois de suite, Franceinfo loin derrière

Depuis la guerre au Moyen-Orient et les municipales, la chaîne de Rodolphe Saadé distance de peu celle de Vincent Bolloré, dont la saison a été bousculée par l'affaire Morandini, le départ de Sonia Mabrouk et de récentes critiques liées à l'arrivée de la chroniqueuse Xenia Fedorova, qui défend des positions pro-Kremlin.

Par Brice Laemle

Publié le 01 juin 2026 à 11h44, modifié le 01 juin 2026 à 14h38 · Lecture 3 min.



La présentatrice et journaliste française Apolline de Malherbe avant un débat organisé par BFM-TV et le journal « La Provence » entre les principaux candidats à la mairie de Marseille, au Palais de la Bourse de Marseille, le 19 février 2026. MIGUEL MEDINA/AFP

Après avoir attiré les foules pendant les semaines qui ont suivi le début de la guerre au Moyen-Orient en direct (11,1 % de part d'audience au total en mars), les chaînes d'information en continu voient-elles poindre une certaine lassitude des Français ? Les téléspectateurs les ont légèrement délaissées pour profiter des traditionnels « ponts » de mai. Pas forcément aidées par la canicule précoce, les chaînes d'info ont ainsi totalisé 8,7 % d'audience globale sur l'ensemble du mois (-0,1 point par rapport à mai 2025), selon les chiffres Médiamétrie annoncés lundi 1^{er} juin. Des niveaux estivaux avant l'heure, puisqu'il s'agit du plus bas depuis juillet 2025 (8,8 %).

J'ai une question sur la stratégie. Au moment où vous avez engagé la transformation de ces médias, aviez-vous déjà l'ambition de rééquilibrer le débat public ? Faisait-elle partie explicitement de votre projet stratégique ou bien l'homme d'affaires – et ce n'est pas un gros mot – y a-t-il vu simplement une opportunité de développement ? En clair, l'enjeu était-il uniquement stratégique et financier ou était-il aussi sociétal ?

M. Vincent Bolloré. D'abord, je partage absolument votre avis sur la Corse. Les Bretons et les Corses doivent être aidés, respectés. Je pense donc que s'il faut faire une exception, c'est en effet pour ce grand pays qu'est la Corse.

Ensuite, malheureusement, je n'ai eu, je dois l'avouer, **que des ambitions mercantiles**. Quand on est entré dans Vivendi, on n'avait aucune intention de faire quoi que ce soit dans le domaine politique, pour une raison simple : 99,99 % des programmes de Canal, ce n'est pas de la politique. D'ailleurs, chez Canal, certaines personnes pensent que si on n'avait pas de chaîne gratuite, ce serait aussi bien. Donc on n'a jamais eu cette ambition. En revanche, on a laissé toute liberté aux gens qui sont venus chez nous, et ils ont développé quelque chose qui s'appelle la vérité. À un moment, alors que tout le monde disait que Biden allait être élu, les chaînes gratuites ont commencé à dire : attention, Trump peut être élu – cela ne veut pas dire qu'ils étaient pour Trump. Après, il y a eu la guerre entre l'Ukraine et la Russie, ou plutôt entre la Russie et l'Ukraine, et ils ont dit : attendez, ça va être plus compliqué, ça va durer plus longtemps, c'est un truc dramatique. Et puis, pareil, plus récemment, sur l'Iran, ils ont dit : oui, les mollahs ne sont pas des gens formidables, mais que va-t-il se passer derrière ? Est-ce que la crise énergétique... ?

La Revue des médias / Maxime Audinet : « Xenia Fedorova relaie activement et sans ambiguïté les récits russes, et les adapte aux audiences françaises »



Maxime Audinet : « Xenia Fedorova relaie activement et sans ambiguïté les récits russes, et les adapte aux audiences françaises »

L'ancienne directrice de la chaîne de télévision RT France, Xenia Fedorova, apparaît désormais comme une figure clé de CNews et du « JDNews ». Le chercheur Maxime Audinet nous éclaire sur le parcours et le rôle joué par cette « actrice de l'influence russe » au sein de l'écosystème médiatique de Vincent Bolloré.

Lucile Carton et François Quinton

Publié le 10 juin 2026

Depuis début 2025, Xenia Fedorova intervient notamment comme chroniqueuse régulière sur Europe 1 et dans l'émission « L'Heure Inter » de CNews.

© Crédits photo : montage La Revue des médias (captures d'écran CNews et Europe 1)

MENU  Consulter le journal

Le Canard enchaîné
Journal satirique paraissant le mercredi et sur Internet

S'abonner Se connecter

Accueil / Médias / Médias Bolloré - Xenia Fedorova, la « journaliste » qui venait du froid

WEB
Médias • Médias Bolloré

Xenia Fedorova, la « journaliste » qui venait du froid

Publié le 4 juin 2026, modifié le 5 juin 2026 • Lecture : 2 min.
Par Anne-Sophie Mercier

Offrir Partager

De CNews au « JDNews » en passant par Fayard, l'ex-directrice de la chaîne de propagande russe RT France a son rond de serviette chez le milliardaire ultracatho Vincent Bolloré, qui n'hésite pas à virer ceux qui la contredisent. Gare aux Moscou bas...

Pour ne pas tomber sur elle, il faut vraiment le vouloir. Une intervention deux fois par semaine sur CNews, une chronique hebdomadaire dans « Le JDNews », une émission rien qu'à elle sur CNews et sur CStar, une publication chez Fayard. Sans compter tous ces événements politico-mondains où elle débarque au bras de Vincent Bolloré pour y rencontrer, comme l'a raconté « Le Monde », des ministres en exercice (Annie Genevard), des conseillers de grands patrons, des proches de Bardella ou même Gabriel Attal. Elle s'est pavanée aux soirées du bicentenaire du groupe Hachette, propriété du milliardaire breton, y croisant le Tout-Paris qui chante et qui pétille.

Propagande of Moscou



© Patrick Chappatte

Mais une chose est sûre : en mettant de facto son empire médiatique au service des ambitions impériales « de Vladivostok à Lisbonne » du criminel de guerre Poutine, « Collabolloré » lui a offert une puissante arme contre nous tous, peut-être encore plus dangereuse que celle dont le chef du Kremlin disposait avec RT France.

24/25

https://x.com/adastra_pb/status/2056124105389228098

Les médias du milliardaire Vincent Bolloré défendent désormais ouvertement la Russie

Depuis que Donald Trump tend la main à Moscou sur le conflit ukrainien et que son vice-président, J. D. Vance, proclame que la « liberté d'expression » serait menacée en Europe, radio, télévisions et journaux d'extrême droite soutiennent aussi Vladimir Poutine.

Par Ariane Chemin et Ivonne Trippenbach

Publié le 08 mars 2025 à 17h00, modifié le 09 mars 2025 à 03h14 · Lecture 5 min. · [Read in English](#)



Vincent Bolloré avant son audition devant une commission d'enquête parlementaire, le 13 mars 2024. ALAIN JOCARD / AFP

Le courriel a été adressé à une liste de diffusion française le 18 février. Expéditeur : la maison Fayard, bastion du nouveau groupe d'édition du milliardaire conservateur Vincent Bolloré.

« Bonjour, alors que les déclarations récentes de Donald Trump et de J. D. Vance dénoncent un recul de la liberté d'expression en Europe, Xenia Fedorova (...) offre un témoignage inédit », écrit le directeur de la communication, Yened Mlaraha, pour vanter *Bannier* (306 pages, 21,90 euros), le livre de l'ex-présidente de Russia Today, chaîne russe diffusant la propagande du Kremlin et interdite sur le sol européen depuis 2022. « Peut-on encore tout dire en Europe ? », ajoute l'ex-conseiller en communication (2022-2023) de Marlène Schiappa. Avant de rejoindre Fayard, Yened Mlaraha avait été recruté dans l'équipe de « Touche pas à mon poste ! » (« TPMP »), l'émission de Cyril Hanouna.

Le communiqué de Fayard a été envoyé quatre jours après le discours tenu le 14 février à Munich par le vice-président des Etats-Unis, J. D. Vance, qui a à la fois soutenu l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), le parti d'extrême droite allemand, et accusé les dirigeants européens de « détruire la démocratie » – sans un mot sur la dictature et la censure pratiquées par Vladimir Poutine, avec qui Donald Trump lançait des pourparlers.

GUERRE EN UKRAINE

«La Russie veut l'Eurasie de Lisbonne à Vladivostok»: les déclarations de Medvedev qui inquiètent



Vladimir Poutine compare sa politique à celle du tsar Pierre le Grand

Le président russe Vladimir Poutine établit des parallèles historiques entre l'empereur Pierre le Grand à l'époque de la guerre avec la Suède et la situation actuelle en Russie, lors de sa rencontre avec de jeunes entrepreneurs avant le Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF), qui a été éclipsé par la détérioration des relations avec l'Occident.

MENU  [Consulter le journal](#) [S'abonner](#) [Se connecter](#) 

[Accueil](#) / [Politique](#) / Guerre en Ukraine - Face à Trump et à Poutine, l'extrême droite française en toute soumission

Politique • Guerre en Ukraine
Face à Trump et à Poutine, l'extrême droite française en toute soumission

Publié le 4 mars 2025 • Lecture : 5 min.
 Par [Clara Bambergier](#)

 Offrir  Partager

Sur les médias Bolloré ou ailleurs, Eric Zemmour, Pascal Praud et autres Philippe de Villiers retrouvent les réflexes munichoïses de l'extrême droite. Ils défendent ardemment le diktat des Etats-Unis et de la Russie et estiment que Volodymyr Zelensky doit se soumettre. A croire que résister n'est pas vraiment dans leur nature...

Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, l'ordre mondial est sens dessus dessous, mais certains « repères » demeurent intangibles. Ainsi de l'extrême droite, toujours là où l'on attend : du côté des capitulards. Son « esprit munichoïse » se manifeste avec éclat – et sans surprise – dans chacun des médias placés sous la coupe du magnat Vincent Bolloré (le « JDD », « Le JDNews », CNews, C8, Europe 1, etc.).

Dans le conflit opposant la Russie à l'Ukraine, ces personnalités politiques, journalistes, animateurs, influenceurs et autres experts auto-proclamés ont choisi leur camp : la loi du plus fort plutôt que le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté d'un Etat ; les fake news en provenance de Washington cuisinées à la sauce du Kremlin plutôt que les faits ; bref, le couple Trump-Poutine plutôt que Zelensky.



© Diego ARANEGA

 Publié par [Clara Bambergier](#)

Le Canard enchaîné - Les publications de l'équipe de Vincent Bolloré - Face à Donald Trump-Poutine
Le Canard enchaîné
 "Fin les armes, je vous livre des tonnes camouflet!"
 L'empire du mensonge 1

Article paru dans le N° 5443
[Acheter ce numéro](#)

La Russie dépense plus de 4 milliards d'euros par an en propagande pour faciliter ses invasions, notamment en fabriquant des récits mensongers comme ceux promus désormais par l'empire Bolloré.

La recherche factuelle pour les contrer demande du temps et des efforts, merci de soutenir notre travail :

25/25



Combattez la désinformation avec nous : soutenez notre travail | Vatnik Soup
 Vatnik Soup : la meilleure ressource sur la désinformation et la propagande pro-Kremlin.
<https://vatniksoup.com/fr/support-our-work/>